

**Séance du Conseil général du 30 juin 2008
à 20h à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Francis Sauser, Président du Conseil général
Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal
Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite la bienvenue aux personnes présentes et procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 18 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Madame Dominique Monvert Joliat, Messieurs Gabriel Bilat et Cyril Jeanbourquin sont excusés.
Tous les Conseillers communaux sont présents.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 20 du 4 juin 2008, ainsi qu'un complément dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 21 du 11 juin 2008.
- Par convocation à domicile.
- Par affichage public.

L'ordre du jour est le suivant :

- 1) Appel
- 2) Procès-verbal de la séance du Conseil général du 14 avril 2008
- 3) Communications
- 4) Questions orales
- 5) Comptes 2007
 - a) Voter les dépassements du budget 2007
 - b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2007
- 6) Discuter et approuver le nouveau règlement et tarif concernant l'alimentation en eau
- 7) Discuter et approuver la modification des articles 24, 54 et 58 du règlement communal concernant les eaux usées
- 8) Discuter et approuver le projet d'une « Charte de jumelage » avec la Commune de Charvensod (Val d'Aoste)
- 9) Discuter et approuver un crédit de Fr. 164'000.00 destiné à l'aménagement d'une conduite d'eau potable pour alimenter le secteur des « Saucés » ainsi que son financement
- 10) Election de 5 membres de la Commission de révision du règlement concernant la subvention de logements pour la Commune des Bois
- 11) Discuter et approuver l'exercice par la Commune de son droit de référendum contre la loi-cadre sur la gestion des eaux LGE acceptée par le Parlement jurassien le 21 mai 2008.

Le bureau du Conseil général propose de modifier la numérotation de l'ordre du jour précité. Il estime qu'il serait judicieux de déplacer le point 11 à la place du point 5 et de repousser les autres

points. En effet, deux personnes sont présentes pour développer le point de vue du Canton et celui des opposants à la loi sur la gestion des eaux. Cela leur éviterait de rester jusqu'en fin de séance.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'ordre du jour modifié comme suit est accepté tacitement :

- 1) Appel
- 2) Procès-verbal de la séance du Conseil général du 14 avril 2008
- 3) Communications
- 4) Questions orales
- 5) Discuter et approuver l'exercice par la Commune de son droit de référendum contre la loi-cadre sur la gestion des eaux LGE acceptée par le Parlement jurassien le 21 mai 2008
- 6) Comptes 2007
 - c) Voter les dépassements du budget 2007
 - d) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2007
- 7) Discuter et approuver le nouveau règlement et tarif concernant l'alimentation en eau
- 8) Discuter et approuver la modification des articles 24, 54 et 58 du règlement communal concernant les eaux usées
- 9) Discuter et approuver le projet d'une « Charte de jumelage » avec la Commune de Charvensod (Val d'Aoste)
- 10) Discuter et approuver un crédit de Fr. 164'000.00 destiné à l'aménagement d'une conduite d'eau potable pour alimenter le secteur des « Sauces » ainsi que son financement
- 11) Election de 5 membres de la Commission de révision du règlement concernant la subvention de logements pour la Commune des Bois

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 14 avril 2008

Monsieur le Président, Francis Sauser, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

3. Communications

a) Communications du bureau du Conseil général

Monsieur le Président, Francis Sauser, donne lecture d'une lettre de l'entreprise Zürcher Frères S.A. datée du 5 mai 2008 reçue par le bureau du Conseil général et le Conseil communal

« Procès-verbal de la séance du Conseil général du 14 avril 2008. Par le site Internet de la Commune, nous avons pris connaissance du procès-verbal susmentionné et tenons à porter quelques rectificatifs. Au point 4 Questions orales de l'ordre du jour, alinéa 2, la réponse à la question de Monsieur Barthoulot n'est que partiellement en accord avec la réalité. Le permis de construire a été apporté en mains propres le 2 avril 2008 par Madame et Messieurs les Ministres Elisabeth Baume-Schneider, Michel Probst et Laurent Schaffter, ainsi que Messieurs Jean-Claude Lachat et Jacky Epitiaux de la promotion économique du Canton du Jura et de la Commune. Toutefois, le permis de construire remis a un effet suspensif jusqu'à la levée des oppositions. De ce fait, nous ne pouvons effectuer aucun agrandissement avant que le permis entre en force. Pour ce faire, nous attendons la décision du Juge administratif. De plus, nous tenons tout spécialement à préciser que l'entreprise sera délocalisée uniquement dans le cas où

les procédures administratives ne nous permettraient pas d'entreprendre rapidement le début des travaux. De plus, nous avons appris que c'est le Conseil général qui a fait des déclarations erronées concernant notre entreprise au Journal Le Franc-Montagnard. A l'avenir, nous nous tenons à votre disposition pour répondre aux éventuelles questions afin qu'une telle situation ne se reproduise plus. Tout en vous souhaitant bonne réception de la présente, nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées. Zürcher Frères S.A. »

D'autre part, la motion suivante a été déposée : *« Instauration de la taxe au sac. Les Bois, le 30 juin 2008. Chaque année, de nouvelles communes changent leur facturation concernant l'élimination des déchets en passant à la taxe au sac. Nous pouvons ainsi constater que cette opération conduit, à chaque fois, à*

- la réduction des ordures ménagères alors que les autres déchets (verre, compost, papier, etc...) augmentent. Cela prouve que cette mesure incite les gens à trier beaucoup plus leurs déchets*
- la diminution des coûts liés aux ordures ménagères, sachant que c'est en fonction des tonnes d'ordures que la répartition de ces coûts s'effectue.*

Aussi, constatant :

- que nous avons chaque année dans notre Commune une augmentation de ces coûts, preuve en est encore cette année un déficit dans ce compte*
- que la grande majorité des communes jurassiennes ont adopté cette pratique avec satisfaction*
- que le Canton de Neuchâtel va probablement instaurer également cette taxe dès 2010.*

Nous demandons au Conseil communal d'étudier et mettre en place au plus vite une telle taxe selon les modalités existantes dans d'autres communes aux alentours. Il est bien clair que cette nouvelle perception doit être très sociale notamment en ne pénalisant pas les familles avec enfants en bas âge. Groupe PCSI. Le responsable Daniel Hubleur. »

Une résolution a également été remise par Monsieur Jean-Pierre Bouille à Monsieur Francis Sauser. Il rappelle que la résolution sera lue et passera auprès des Conseillers généraux pour signature. Au terme du Conseil général, si la résolution comporte huit signatures, elle sera traitée. La résolution est la suivante : *« Suite aux diverses oppositions et problèmes qu'a rencontrés l'entreprise Zürcher, le PLR vous propose une résolution. Nous demandons le soutien sans réserve de la part de l'assemblée du Conseil général. Nous souhaitons que les opposants retirent leurs oppositions et que cette entreprise puisse suivre son développement. »*. Monsieur Francis Sauser, Président, remet la résolution aux Conseillers généraux pour signature.

b) Communications du Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, fait part des communications suivantes :

Le personnel éducatif de la crèche ne pourra pas assumer toutes les tâches d'accompagnement d'enfants à l'école. Pour cette raison, le Conseil communal a pris la décision d'engager une stagiaire pour cet automne.

L'avant-dernière parcelle au Jourez, au bord de la route cantonale, vient d'être vendue.

Les toilettes de la gare ont été à nouveau ouvertes. L'installation de fermeture automatique des portes existait déjà, donc aucun frais supplémentaire n'a été nécessaire. Depuis cette fermeture nocturne, notre concierge ne déplore plus aucun acte de vandalisme.

Le Conseil communal a décidé de prendre en charge les frais pour des cours de perfectionnement pour le personnel de l'administration. Nos deux employées communales, Mesdames Sabine

Egger et Marlyse Jobin participeront à ces cours durant leur temps libre. Ces cours se dérouleront sur deux ans et le coût est d'environ Fr. 10'000.00 par personne.

Comme vous avez pu le lire dans la presse, les trois exécutifs du Noirmont, des Breuleux et des Bois se sont mis d'accord pour entreprendre des pourparlers en vue d'une fusion. Pour l'instant, il est prématuré de vouloir donner plus d'information étant donné que nous ne sommes pas encore structurés. Notre but, pour cette année, est de créer un cadre de travail pour la législature future. Si ce projet aboutit, ce ne sera pas avant 2013 que la fusion sera officialisée.

4. Questions orales

1) Monsieur Sébastien Jeanbourquin

Les travaux de raccordement de la STEP du Boéchet ne sont manifestement pas terminés. Monsieur Jeanbourquin désire connaître l'état de l'avancement précis de ces travaux et les risques qu'encourt la Commune concernant le versement des subventions cantonales. Dans la mesure où l'entreprise Cerini serait entièrement ou en partie responsable du déficit de Fr. 24'559.20 du compte STEP, quels sont les moyens à disposition de la Commune pour récupérer toute ou partie de cette somme auprès de la maison Cerini.

Monsieur Christophe Cerf reconnaît que pour la STEP du Boéchet, il y a de nombreux problèmes. En effet, l'entrepreneur Cerini ne fait jamais les travaux qu'il devrait effectuer. Le bureau d'ingénieurs Jobin S.A. lui a envoyé une dizaine de lettres. Le 27 juin dernier, on lui a encore envoyé une lettre selon laquelle un délai lui était octroyé jusqu'au 4 juillet pour nous remettre tous les devis des maisons, faute de quoi les travaux lui seraient retirés. Nous devons nous renseigner afin de voir si cette façon de faire est légale. A chaque fois que nous lui téléphonons, il nous dit qu'il va venir effectuer ces travaux et il ne vient jamais.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin est satisfait.

2) Monsieur Yann Chappatte

Lors du dernier Conseil général, nous apprenions dans les communications qu'une limitation de vitesse de 30 km/h serait introduite à la rue du Doubs et à la route de Biaufond dès l'ouverture de la crèche. Il s'avère que la crèche est ouverte depuis bientôt deux mois et aucune mesure de modération du trafic n'a été réalisée. Monsieur Chappatte demande si le Conseil communal peut communiquer les raisons de ce retard et le délai d'application de cette mesure.

Monsieur Jean-Marc Boichat précise que le Conseil communal a nommé une Commission composée de Mesdames Eve Mahoney, Patrice-Anne Gillet, Messieurs Pierre-Alain Thiévent, Sébastien Jeanbourquin et Pierre-Yves Dubois. Lors de la première séance, il a été décidé de demander aux Ponts et Chaussées de mettre une limitation à 30 km/h sur ces routes. Le Canton a répondu que cela n'était pas possible, qu'il fallait introduire une zone 30 km/h. La Commune a rempli le questionnaire adéquat et l'a envoyé aux Ponts et Chaussées. Nous attendons une réponse. Monsieur Boichat précise que lors de la mise en place d'une zone 30 km/h, tous les passages pour piétons doivent être supprimés, mis à part celui qui sera vers le Restaurant de l'Ours et un nouveau passage qui sera introduit entre la place de parking de l'Ours et la propriété des époux Lesquereux.

Monsieur Yann Chappatte est satisfait.

3) Monsieur Stéphane Monnet

Dans les communications, nous avons entendu que la Commune avait reçu une lettre de l'entreprise Zürcher Frères S.A. Monsieur Monnet désire savoir si la Commune a répondu à cette lettre. Si oui, il aimerait en connaître le contenu.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que le Conseil communal a pris note de cette lettre. Une rencontre a eu lieu avec les responsables de l'entreprise Zürcher Frères S.A., la Commission économique et le Conseil communal pour en discuter. Monsieur Kurz ne veut pas trop s'avancer dans les discussions relatives à l'entreprise Zürcher, étant donné que le Juge administratif vient demain pour discuter de ce problème. Le contenu de la réponse donnée à la lettre précitée est le suivant : *« Procès verbal de la séance du Conseil général du 14 avril 2008. Madame, Monsieur, Nous avons bien reçu votre lettre du 5 mai 2008 dont le contenu a retenu toute notre attention. Par ces quelques lignes, nous vous confirmons que nous avons pris note de vos intentions, particulièrement le fait que vous n'entendez pas délocaliser votre société, sauf bien sûr si les procédures administratives ne vous permettaient pas d'entreprendre rapidement le début des travaux. Nous venons d'apprendre par le Service des constructions du Canton que sa décision a fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif. Ce même service nous a confirmé qu'il avait déjà renvoyé son mémoire de réponse auprès du Tribunal. Nous osons espérer que votre représentant aura également agi avec la même célérité. Ainsi, une décision de cette autorité pourra être rendue dans les meilleurs délais. C'est avec un vif espoir que nous espérons que la décision rendue sera en votre faveur. Pour conclure, nous vous informons que nous avons transmis la copie de votre lettre au Président du Conseil général, celle-ci sera communiquée aux membres de cette autorité et les corrections demandées figureront telles que vous nous l'indiquez dans le prochain procès-verbal. Nous espérons avoir ainsi répondu à votre demande et vous adressons, Madame, Monsieur, l'assurance de notre parfaite considération. »*

Monsieur Stéphane Monnet est entièrement satisfait.

4) Monsieur Robert Claude

Monsieur Claude désire intervenir concernant l'entretien des routes, notamment les accotements de la route qui mène au Peu-Claude. Le Canton nous avait promis que ces travaux allaient être faits au printemps. Nous sommes déjà en été et rien n'a été fait. Le goudronnage sur l'abri de protection civile n'a toujours pas été fait et Monsieur Claude désire savoir si la Commune attend les vacances ou l'automne. Il y a également certains entretiens qui devraient être réalisés, notamment la route du Jourez qui est en bien mauvais état. Monsieur Claude désire savoir si quelque chose a été prévu.

Monsieur Jean-Marc Boichat précise que, selon un entretien téléphonique de ce jour avec Monsieur Bianchi, la réparation de la route du Peu-Claude sera faite après les vacances. Le goudronnage de l'abri PC sera effectué durant les vacances, vu que l'entreprise Poli-Indus utilise ce parking. Pour la route du Jourez, Monsieur Boichat a reçu un devis aujourd'hui pour la portion de route entre chez M. Marcel Barthoulot et M. Jean-Pierre Bouille. Ce devis s'élève à Fr. 190'000.00 et sera voté lors d'un prochain Conseil général. Monsieur Boichat fait remarquer aux Conseillers généraux qu'avec Fr. 20'000.00, on ne fait pas grand-chose.

Monsieur Robert Claude est satisfait.

5) Monsieur Yann Chappatte

Monsieur Chappatte désire intervenir concernant la réparation de la route Guillaume-Triponez. Lors de ces dernières semaines, nous avons pu constater que de nombreux rhabillages de bitume, poses de pavés, repositionnements des bouches d'égout ont eu lieu au cœur du village, plus

précisément sur la route Guillaume-Triponez. Monsieur Chappatte demande si ces déprédations intervenues quelques années seulement après la fin de la réalisation de la traversée du village sont normales. A son sens pas. Monsieur Chappatte demande si les coûts de ces travaux ont été pris en charge par l'entrepreneur qui a réalisé les travaux. Il désire connaître le montant total de ces réparations. Si la Commune a pris en charge ces travaux, il aimerait en connaître les raisons.

Monsieur Jean-Marc Boichat n'est pas au courant du fait qu'il y ait eu de telles réparations. Les travaux qui avaient été effectués lors de la traversée du village sont garantis cinq ans. Monsieur Boichat savait qu'il y avait des malformations dans les pavés, mais il ne savait pas que des travaux ont été faits. Monsieur Boichat ne sait pas si la Commune a reçu une facture, mais en tout cas, il n'a donné aucun ordre pour faire ces travaux. Cette route appartient au Canton et les trottoirs appartiennent à la Commune. Si c'est le Canton qui a fait les travaux, c'est lui qui paie. Monsieur Boichat peut se renseigner.

Monsieur Yann Chappatte n'est pas satisfait.

6) Monsieur Yann Chappatte

Ces dernières années, la Protection civile a réalisé à deux reprises des travaux de pose des panneaux de rues et numéros de bâtiments. A ce jour, l'ensemble des travaux n'est malheureusement pas terminé. Comme la Protection civile locale n'existe plus sous la forme connue jusqu'à présent, Monsieur Chappatte demande quand ces travaux seront réalisés et par qui. Monsieur Chappatte profite de cette intervention pour signaler qu'à plusieurs endroits, ces panneaux sont posés relativement bas, c'est-à-dire exactement à la hauteur de la tête des enfants qui sont à vélo ou de celle des piétons adultes. Monsieur Chappatte estime que des corrections de pose des panneaux devraient être réalisées en même temps que la pose du solde de ces panneaux.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, reconnaît que ce travail n'est pas achevé. Normalement, ce sont Messieurs Barthoulot et Thiévent qui doivent effectuer ces travaux. Etant donné qu'ils sont très occupés par d'autres travaux, ce dossier a pris du retard. En ce qui concerne la sécurité, Monsieur Kurz estime que c'est bien d'avertir la Commune qui n'avait pas fait attention à cela.

Monsieur Yann Chappatte est satisfait.

5. Discuter et approuver l'exercice par la Commune de son droit de référendum contre la loi-cadre sur la gestion des eaux LGE acceptée par le Parlement jurassien le 21 mai 2008.

Pour l'entrée en matière, Monsieur Christophe Cerf rappelle que, comme les Conseillers généraux ont pu le voir dans le rapport, plusieurs articles de la loi sur la gestion des eaux semblent inacceptables pour la Commune des Bois. C'est la raison pour laquelle le Conseil communal demande de faire valoir notre droit de référendum. Pour information, il y a déjà huit Communes qui ont demandé ce référendum.

Monsieur le Président, Francis Sauser, ouvre la discussion concernant l'entrée en matière. Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Monsieur Christophe Cerf signale la présence de Monsieur Daniel Urfer, de l'Office de l'environnement et Monsieur Jean-Paul Gschwind, représentant des opposants qui sont là pour répondre aux éventuelles questions.

Monsieur le Président, Francis Sauser, précise que Monsieur Urfer présentera la loi-cadre et Monsieur Gschwind fera part de son opinion contre cette loi. Les Conseillers généraux pourront ensuite poser des questions à Messieurs Urfer et Gschwind.

Monsieur Daniel Urfer, responsable du secteur des eaux à l'Office de l'environnement, remercie très sincèrement la Commune de l'avoir invité au débat de ce soir. Il souhaite rapidement présenter le contexte général de la question de la gestion des eaux dans le Canton du Jura, en ce qui concerne le contenu de cette LGE. Pourquoi une révision de la législation cantonale en matière de gestion des eaux ? Il y a un contexte technique, un contexte politique et un contexte législatif pour répondre à cette question. D'une manière générale, il souhaite tout d'abord expliquer le contexte technique. En introduction, Monsieur Daniel Urfer désire dire que la Commune des Bois fait exception à un constat général qui est que les infrastructures, principalement les réseaux d'eau et les réseaux d'eaux usées dans le Canton sont en mauvais état. Il insiste sur l'exception que représente la Commune des Bois. Il y a effectivement quelques exceptions notables par rapport à ce propos dans le Canton dont fait partie la Commune des Bois. D'une manière générale, on peut donc dire que le financement du renouvellement des infrastructures d'eau potable et d'eaux usées dans le Canton n'est actuellement pas garanti. La structure actuelle du Canton avec ses quatre-vingts communes environ pour moins de 70'000 habitants ne permet pas une gestion cohérente des eaux et une coordination par les autorités cantonales est pour l'instant nécessaire. Monsieur Daniel Urfer connaît la situation de la Commune des Bois qui a un réseau avec des pertes de l'ordre de 10%. Il tient à féliciter la Commune des Bois qui est probablement une des meilleures communes. Cependant, d'une manière générale dans le Canton, on a des pertes d'eau de l'ordre de 30 à 40%. Il y a donc un important besoin d'assainissement du réseau sur le moyen terme. Le coût à neuf des réseaux d'eau dans le Canton est de l'ordre de 200 à 300 millions de francs. En ce qui concerne le contexte législatif tel qu'il se présente actuellement, il a été repris à peu près tel quel en 1979 de l'ancien droit bernois. On peut donc dire que notre législation en matière de gestion des eaux est d'une manière générale totalement obsolète. De toute façon, il faut faire un lifting général de ces textes légaux. Certains éléments importants de cette loi datent de 1857 où l'on parle encore de flottage de bois. Ce qui est proposé avec cette nouvelle législation d'une manière générale, c'est qu'elle devrait chapeauter les futures lois d'application qui sont la loi sur la protection des eaux, une sur l'utilisation des eaux et une sur les eaux de surface. La LGE dit que d'une manière générale on devrait gérer les eaux du Canton au niveau des bassins versants à plus grande échelle. En ce qui concerne les Franches-Montagnes, par exemple, pour l'alimentation en eau potable, c'est réalisé grâce au S.E.F. Monsieur Daniel Urfer ne veut pas expliquer aux Franches-Montagnards l'importance des infrastructures qui ont été réalisées pendant la guerre pour l'alimentation en eau de cette région. L'intention de cette loi est de faire une gestion de l'eau potable, des eaux usées et des eaux de surface au niveau des trois bassins versants principaux que sont la Birse, l'Allaine et le Doubs. Concernant le financement, c'est le sujet qui fait grand débat. Il est prévu dans la LGE la création d'un fonds cantonal des eaux à l'article 12. Ce fonds sera alimenté par le budget principal de l'Etat et les utilisateurs qui paieront une redevance sur l'eau consommée. A l'entrée en vigueur de la LGE, la redevance est fixée à 40 centimes par mètre cube. Il est de la compétence du Parlement cantonal de modifier par la suite cette redevance. L'argent qui viendra de ce fonds cantonal sera redistribué via des subventions chaque année pour environ 6 millions de francs aux communes et syndicats intercommunaux. Jusqu'à présent, durant environ 30 ans, le Canton a versé entre 3 et 4 millions de subventions aux communes et aux syndicats pour les infrastructures d'eaux usées et d'eau potable, ceci sera donc complété par les 3 millions de la redevance cantonale. 1.8 millions de francs seront utilisés pour l'eau potable, 3 millions pour l'épuration et 1.2 millions pour les cours d'eau. Le fonds ne va pas se substituer au financement par les communes et les syndicats, mais va y contribuer. Pour les eaux usées, la situation est quelque peu différente, dans le sens où, jusqu'à aujourd'hui, la Confédération

subventionnait ces infrastructures à hauteur de 40.5%. La Commune des Bois a également profité de ces subventions pour ses trois STEP. Par exemple, pour la STEP de La Broche, la Commune a profité de subventions cumulées de l'ordre de 85% entre la Confédération et le Canton. Dans le futur et suite à l'adoption de la loi fédérale sur la protection des eaux par les Chambres en 1991, les subventions de la Confédération sont tombées. Il faut donc essayer de trouver un nouveau financement. Il est prévu, à terme, que les investissements pour les eaux usées diminuent étant donné qu'on a consenti beaucoup d'investissements durant ces vingt ou trente dernières années dans le Canton. Il est proposé, sur les investissements qui sont estimés à 6 millions de francs par année, de financer la moitié par ce futur fonds cantonal des eaux avec un taux moyen de 50%. Cela signifie que les projets de renouvellement de STEP ou de travaux importants sur les réseaux d'eaux usées seront subventionnés en moyenne à hauteur de 50% en compensation partielle de la perte des subventions fédérales. La fameuse redevance cantonale dont on parle tellement représente effectivement 40 centimes par mètre cube, ce qui représente Fr. 10.00 par mois pour une famille de quatre personnes, ce qui équivaut à un litre d'eau minérale par mois dans un restaurant. Pour les entreprises agricoles, la redevance représente entre Fr. 5.00 et Fr. 10.00 par unité de gros bétail. En ce qui concerne les cours d'eau, les investissements sont d'environ 1 million de francs par année principalement pour la protection contre les inondations et la revitalisation des cours d'eau. Jusqu'à présent, la Confédération subventionnait ces travaux, ce qu'elle continuera de faire pour la protection contre les inondations. Il est prévu une contribution moyenne de 40 à 50% en provenance du fonds pour la protection contre les inondations. L'argent utilisé pour la revitalisation des cours d'eau, qui sont un bien public, sera pris de la part en provenance de la fiscalité. Il n'est pas prévu d'utiliser de l'argent en provenance de la redevance pour le financement des travaux sur les cours d'eau.

Monsieur le Président, Francis Sauser, donne la parole à Monsieur Jean-Paul Gschwind qui fait partie du groupe de députés interpartis au Parlement jurassien.

Monsieur Jean-Paul Gschwind précise qu'il est vétérinaire de profession et député PDC depuis l'année passée. Il remercie la Commune de l'avoir invité ce soir afin qu'il puisse donner son point de vue. Il ne souhaite pas faire de l'ingérence dans les affaires communales des Bois, bien au contraire. En préambule, Monsieur Jean-Paul Gschwind tient à dire qu'avec cette nouvelle loi adoptée par le Parlement le 21 mai 2008, par 48 voix, contre 6, le Canton du Jura fait office de pionnier. D'ailleurs, l'Office fédéral de l'environnement dit ce qui suit dans ses considérations *« ce projet de loi peut représenter un exemple à suivre pour l'ensemble de la Suisse »*. Du point de vue de Monsieur Jean-Paul Gschwind, les conseillers ne sont pas les payeurs. S'il est là ce soir, c'est parce que, lors de la consultation, 60% des communes qui ont répondu l'ont fait de manière négative. Ces communes sont recrutées aux Franches-Montagnes et en Ajoie essentiellement. Ce qui gêne le plus les communes, c'est la taxe. Il y a un certain ras-le-bol qui s'installe au niveau de certains maires qui ont saisi l'opportunité d'engager un référendum et ainsi donner un avertissement au Gouvernement. Sur le fond, en ce qui concerne la loi, abstraction faite de la taxe, peut-être qu'elle peut être considérée comme bonne. Toutefois, il y a tout de même des points qu'il faut préciser. Monsieur Jean-Paul Gschwind est convaincu que lorsque les plans sectoriels seront élaborés, cela entraînera des contraintes pour les communes qui seront obligées de réaliser de nouveaux assainissements. D'ailleurs, plusieurs motions ont déjà été acceptées au Parlement et vont dans ce sens. Cela signifie que par le biais de ces plans sectoriels, on aura une ingérence de l'Etat dans la gestion des eaux communales. Monsieur Jean-Paul Gschwind estime que cela doit rester du ressort de la commune. Un constat s'impose, sans vouloir dénigrer qui que ce soit. Si on regarde l'Etat, dans les domaines qu'il gère, que ce soit la santé, la formation, l'action sociale, on doit bien constater que la maîtrise des coûts n'est pas

réalisée. Par exemple, on peut prendre l'augmentation des dépenses liées qui a eu lieu d'une manière assez considérable entre les années 2000 et 2004. Monsieur Jean-Paul Gschwind a été maire durant douze ans et il a donc pu constater cette augmentation. Un autre élément entre également en considération : avec l'application de la loi, on devra obligatoirement augmenter les fonctionnaires et créer des emplois. Cela va à l'encontre de la politique du Gouvernement qui va dans le sens d'une réduction des emplois de la fonction publique. Cet élément n'est pas négligeable. Ce que veulent les opposants, c'est demander le statu quo. Aujourd'hui, nous avons des subventions cantonales de 3 millions de francs qui sont affectées à l'épuration des eaux, aux infrastructures de base pour l'alimentation en eau potable et à l'amélioration des cours d'eau. En ce qui concerne les réfections des conduites d'eau à l'intérieur des localités, les communes doivent rester souveraines, sans ingérence de l'Etat. Certaines communes n'ont d'ailleurs pas attendu la loi pour entretenir leur réseau d'eau, puisque la Commune des Bois tient la palme dans ce domaine. En partant du principe que le Service des eaux est un service communal, il doit s'autofinancer, ce qui fait que le prix du mètre cube d'eau a fortement augmenté dans ces communes, notamment aux Bois où le prix est à Fr. 6.30, à Montfaucon avec Fr. 4.80 et Les Enfers avec Fr. 3.50. La Commune des Bois est donc une commune qui a pris ses responsabilités et n'a pas attendu que l'Etat vienne dire ce qu'il fallait faire. Maintenant, on demande à ces communes de payer une taxe de 40 centimes pour payer pour ceux qui n'ont rien fait. Monsieur Jean-Paul Gschwind appelle cela de la solidarité à sens unique. Pour les communes qui ne veulent pas se mettre à la page, il existe des lois qu'il suffit d'appliquer. Ce ne sont pas les communes qui ont fait leur travail qui doivent payer pour les autres. Monsieur Jean-Paul Gschwind désire avancer différentes raisons qui incitent à refuser la loi. Tout d'abord, si on prend les comptes 2007 de l'Etat jurassien, on voit sur la dernière planification financière entre 2004 et 2007 qu'il y a 1.4 million de francs de subventions pour les eaux qui n'a pas été utilisé, cela fait Fr. 350'000.00 par année qui ne sont pas utilisés. On veut créer un fonds pour très certainement ne pas l'utiliser. Ensuite, concernant le montant de la subvention pour ces conduites à l'intérieur des communes, on parle de 20%. Monsieur Jean-Paul Gschwind estime que ce montant n'est pas suffisamment incitatif proportionnellement à la taxe que les communes comme celle des Bois verseraient. Pour Les Bois, cela représente Fr. 40'000.00 par année que les citoyens devraient payer. En ce qui concerne l'alimentation du fonds, des propositions ont été faites au niveau du Parlement. Dans la consultation, on avait parlé d'une alimentation paritaire, cela signifie qu'il y a la taxe d'un côté que le citoyen paie 40 centimes et, de l'autre côté, l'Etat met le même montant. Maintenant, l'Etat ne veut plus de cette parité. L'article 12 dit ceci : « *le versement d'une contribution cantonale sera fixé annuellement dans le cadre de son budget.* ». Ce qui risque d'arriver, c'est que l'Etat, à la longue, se désengage. Un autre problème surgit en ce qui concerne l'affectation des fonds qui n'est pas très claire. L'article 13 dit que « *en principe* » le 30% va pour les conduites d'eau, le 50% pour l'épuration et le 20% pour les rivières. Que signifie le terme « en principe » ? Cela veut dire qu'il y a un risque que l'argent du fonds passe pour l'aménagement des berges, des eaux de surface, la prévention contre les inondations, etc. ; des projets sont d'ailleurs déjà en cours. Ce que l'Etat n'a également pas voulu, malgré une proposition faite, c'est d'associer les maires à la gestion du fonds. L'Etat s'est basé sur un avis de droit et a qualifié cette proposition comme insolite et abstruse. Monsieur Jean-Paul Gschwind désire revenir sur l'argument majeur qui fait qu'il est opposé farouchement à cette loi, soit la taxe. Il estime qu'il s'agit d'un impôt déguisé. Au départ, dans la consultation, on a parlé de Fr. 1.00. Ensuite, on a parlé de 40 à 60 centimes. En deuxième lecture, sous la menace d'un référendum, on a mis cette taxe à 40 centimes. Monsieur Jean-Paul Gschwind pense que s'il y avait eu une troisième lecture, il n'y aurait plus eu de taxe. On sait pertinemment dans le message

qui a été adressé aux députés que ces 40 centimes ne vont pas suffire. C'est le Parlement qui va fixer le montant de la taxe et c'est aussi lui qui a voté la loi. Il n'y a pas de garantie que cette taxe ne va pas augmenter dans les deux ou trois ans à venir. Ces 40 centimes représentent trois millions de francs qu'on va prendre dans le portemonnaie du contribuable. On va réduire d'autant son pouvoir d'achat, alors qu'on sait que dans le Canton du Jura on a déjà un indice fiscal des plus lourds de Suisse, on parle même d'enfer fiscal. Le peuple, il y a quatre ou cinq ans, a voté une baisse d'impôts de 1% par année, sauf erreur jusqu'en 2020. Avec cette taxe, on reprend d'une main ce qu'on avait donné de l'autre. Monsieur Jean-Paul Gschwind estime également que cette taxe est une redevance antisociale. On impose un bien de première consommation, un bien vital qui pénalise en priorité la famille. En effet, Monsieur Urfer a bien précisé qu'il s'agissait de Fr. 10.00 par mois pour une famille de quatre personnes. Cela représente Fr. 120.00 par année pour cette famille, alors qu'un couple de contribuables avec Fr. 120'000.00 de revenu imposable ne paiera qu'entre Fr. 50.00 et Fr. 60.00. Avec cette taxe, on pénalise également les agriculteurs qui sont de grands consommateurs d'eau et les PME. En résumé, on ne veut pas de nouvelle taxe. On a eu la taxe sur les déchets hier, aujourd'hui c'est la taxe sur l'eau, demain ce sera la taxe sur les chiens et, d'après Monsieur Jean-Paul Gschwind on aura bientôt une taxe sur les carburants pour pouvoir assurer la maintenance de notre réseau routier. En conclusion, pour les raisons évoquées ci-dessus, Monsieur Jean-Paul Gschwind invite la Commune des Bois à faire valoir son droit référendaire contre la loi-cadre sur la gestion des eaux, pour que les Jurassiens puissent se prononcer, car ce sont eux qui vont payer en premier lieu.

Monsieur le Président, Francis Sauser, remercie Messieurs Daniel Urfer et Jean-Paul Gschwind pour leur exposé des faits. Il ouvre le débat de fond.

Monsieur Christophe Cerf signale que les Conseillers généraux peuvent poser leurs questions à Messieurs Urfer et Gschwind qui seront plus à-même que lui d'y répondre.

Monsieur Yann Chappatte ne désire pas poser de question étant donné que son opinion est déjà forgée, il souhaite simplement faire une remarque. Sur les considérations faites par le Canton, Monsieur Chappatte est 100% d'accord sur le fait que l'attitude des communes qui sont totalement irresponsables de ne pas entretenir leur réseau est inacceptable. C'est un gâchis et c'est intolérable. C'est effectivement un besoin évident qu'il faut entretenir ces réseaux et cela de toute urgence. La Commune des Bois est mal placée puisque l'année dernière nous avons 7% de pertes, c'est-à-dire quasiment rien. A partir de là, il faut étudier les mesures à prendre pour remédier à ce problème. Ce qui dérange Monsieur Chappatte, c'est le fait que l'Etat fasse preuve d'une ingérence dans les affaires communales. Ce qui est inacceptable c'est que les communes ne fassent pas leur travail. Dans la loi, on avait les moyens de réagir, on devait fixer des prix planchers pour les eaux, pour les eaux usées, pour inciter les communes à faire leur travail puisqu'elles ne veulent pas le faire autrement. Dans cette loi, ce qui est le plus mal foutu aux yeux de Monsieur Chappatte, c'est qu'on mélange tout et n'importe quoi. Il la qualifie de loi-brouillon et il est déçu qu'il y ait soixante Parlementaires qui se soient penchés dessus. Monsieur Chappatte trouve cette loi minable, car il existe des lois claires qui disent que chaque service doit s'autofinancer (les eaux et les eaux usées en font partie), alors que dans cette loi, on mélange les eaux, les eaux usées et les cours d'eau. Cela dérange terriblement Monsieur Chappatte qui estime que c'est une incohérence totale. Il pense qu'on aurait dû faire deux lois distinctes. Concernant la taxe, Monsieur Chappatte trouve détestable qu'on laisse des gens qui ont fait des efforts par le passé payer pour les autres. Par contre, la loi devrait contraindre massivement les communes à augmenter les prix pour qu'elles fassent de l'entretien. Les pertes d'eau qui existent dans le Canton du Jura sont honteuses. Dans notre Commune, nous avons de très faibles pertes d'eau, par

contre, nous avons un prix de l'eau relativement élevé. Monsieur Chappatte relève qu'il y a tout de même Fr. 500'000.00 sur le fonds des eaux actuellement, qu'on va encore raccorder certaines fermes isolées et qu'on a Fr. 700'000.00 sur le fonds STEP. Cela dérange Monsieur Chappatte, car on a déjà payé une fois et on devrait payer une deuxième fois. Ce ne sont pas les 40 centimes par mètre cube qui dérangent Monsieur Chappatte, mais le fait qu'il semble que cela soit un impôt déguisé. Il préférerait qu'on fixe un prix minimum de l'eau dans les communes. Certains grands journaux (par exemple Le Temps) font des comparaisons de prix et crient au scandale contre les communes qui ont des prix plus élevés, mais ce sont ces mêmes communes au niveau suisse qui ont les meilleurs rendements en terme de conduites d'eau. On n'explique pas la vérité aux gens. Monsieur Chappatte croit que cette loi telle qu'elle a été faite est un brouillon qui ne vaut rien vu qu'elle est complètement déplacée, bien que Monsieur Chappatte adhère à 100% à ce qui a été dit par le Canton et il est d'avis qu'il faut effectivement prendre des mesures. Etant donné que certaines communes ne prennent pas leurs responsabilités, il faut le faire par le législatif, mais pas comme cela l'a été fait, parce que ce n'est pas acceptable. Monsieur Chappatte votera donc clairement en faveur du référendum.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale que les membres du PLR ont discuté de ce problème. Effectivement, en voyant l'avance que la Commune des Bois a prise il y a déjà quinze ou vingt ans lorsqu'elle a pris des mesures pour créer des fonds, les membres du PLR considèrent qu'il y a des limites, que nous avons fait notre travail et que les autres communes doivent faire le leur. Les membres du groupe PLR sont donc farouchement opposés à cette loi.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que les membres du groupe PDC ne sont pas contre la loi. Par contre, ce qui les dérange, c'est le prix fixé. Monsieur Barthoulot désire parler au nom de la Commune des Bois et de celles des Franches-Montagnes qui sont en avance sur ce point. Maintenant, on nous dit que ces communes-là auraient dix ans d'abstinence concernant le paiement de la taxe. Monsieur Barthoulot estime que dix ans, c'est peu. Qu'on donne et qu'on fasse quelque chose pour l'eau, il est pour. Par contre, il ne trouve pas normal que les communes comme la nôtre doivent payer une taxe. Il est donc pour le référendum.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, souhaite poser une question à Monsieur Daniel Urfer par rapport au règlement qui a été fait par le Parlement. Lorsqu'il est dit que « *le Gouvernement peut différer jusqu'à dix ans la perception de toute ou partie de la redevance sur l'eau potable aux communes qui ont consenti au cours des dix dernières années précédant l'entrée en vigueur de la présente loi d'importants investissements non subventionnés.* ». Cela signifie que la Commune des Bois ne rentrerait pas dans ce cadre-là étant donné qu'elle a touché des subventions.

Monsieur Daniel Urfer précise que ça ne veut pas dire cela. Il reconnaît que cet article n'est pas très bien rédigé. Les investissements non subventionnés à cet article concernent le réseau d'eau à l'intérieur du périmètre bâti, parce que tous les autres travaux étaient déjà subventionnés jusqu'à ce jour. L'article 19 parle donc de compensation financière partielle pour une subvention non reçue. Les communes qui ont fait ce genre de travaux durant les dix dernières années et qui n'ont pas reçu de subvention ne doivent donc pas être punies. Cela concerne donc seulement les réseaux d'eau à l'intérieur des localités pour lesquels effectivement jusqu'à présent le Canton n'a pas accordé de subvention. Par rapport à cela, si la Commune des Bois a fait de tels travaux par le passé, elle entre dans ce cadre. Monsieur Daniel Urfer utilise toujours l'exemple de la Commune de Montsevelier qui a remplacé tout son réseau. La disposition de l'article 19 existe pour ces communes-là pour compenser partiellement la subvention non reçue.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que lorsqu'on vote une loi, on met un système en place avec lequel on a énormément de peine de reculer. Cela veut dire qu'aujourd'hui, on fait passer la pastille à 40 centimes, on nous met un peu de pommade adoucissante et on nous dit que tout ira

bien. Mais lorsqu'on voit qu'il y a pour 300 millions de francs de travaux à faire dans le Canton, à raison de 6 millions par année, on n'a pas encore fini d'assainir le réseau ! Monsieur Bouille ne donne pas trois ans au Canton pour qu'il ne revienne avec la clause du besoin en disant qu'il faut augmenter la redevance à Fr. 1.00, Fr. 1.20, etc. Monsieur Bouille estime que cela est garanti, déjà lorsqu'on voit les chiffres avancés et il trouve que ce n'est pas très correct d'oser présenter un tel prix uniquement pour faire passer la pilule. Il pense que c'est un manque de courage politique. Il vaudrait mieux dire qu'on n'a pas les moyens, que cela coûtera 300 millions de francs, qu'on a tant de temps pour le faire, on divise cette somme par le nombre d'années et là on aura un prix correct. Le calcul fait par le Canton est fantaisiste.

Monsieur Daniel Urfer signale que l'autre version qu'il a déjà entendue, c'est effectivement de faire un calcul qui chiffre précisément ce que coûteront le renouvellement et le maintien de ces infrastructures à terme. On sait qu'un réseau d'eau a une durée de vie de quatre-vingts ans, une station d'épuration de vingt-cinq ans et on pourrait faire une loi qui prend en compte ces chiffres. La Commune des Bois est située à proximité des Cantons de Neuchâtel et Berne. Ceux qui connaissent un peu la matière savent que c'est ce qu'à fait le Canton de Berne en 1996. Il a fait une loi qui donne la responsabilité quasiment entière aux Communes et aux syndicats des eaux pour le financement des réseaux d'eau et des infrastructures d'eaux usées avec des calculs très simples. Par exemple, pour une station d'épuration qui a une valeur à neuf de 4 millions de francs, une durée de vie de vingt-cinq ans, il faut thésauriser chaque année 4% et mettre cela dans un financement spécial qui garantit la durabilité des infrastructures. Certaines petites communes du Jura bernois se retrouvent avec un prix de l'eau entre Fr. 10.00 et Fr. 15.00 le mètre cube et non pas de Fr. 7.00. Cette solution est applicable, mais pour les grandes villes comme Delémont ou Porrentruy qui pourraient se retrouver avec un prix à Fr. 4.00 ou Fr. 5.00 le mètre cube ça irait, tandis que pour Le Peuchapatte qui aurait un prix de Fr. 20.00 par mètre cube, cela n'est pas pensable. Ce système est donc possible, mais pas facilement applicable aux petites unités que nous avons dans le Canton. C'est vrai que les 40 centimes ne vont pas financer le tout, mais ce n'est pas le but. C'est clair qu'à terme, de manière générale, les taxes communales vont augmenter et nous avons ici un chemin intermédiaire.

Madame Isabelle Caroli signale qu'elle a de la peine à comprendre ce dossier. Elle demande si Monsieur Urfer est entrain de dire que parce qu'une minorité de gens n'a pas payé suffisamment cher son eau, la majorité doit la lui payer. On devrait leur donner ce qu'on a déjà donné depuis plusieurs années.

Monsieur Daniel Urfer précise qu'on ne peut pas sincèrement dire que la majorité des communes du Canton du Jura a, jusqu'à présent, financé l'eau comme cela aurait dû être fait. Les bons exemples comme la Commune des Bois ne représentent clairement pas la majorité.

Monsieur Yann Chappatte aimerait qu'on évite les comparaisons entre les prix de l'eau. Au niveau suisse, cela va de Fr. 150.00 pour une villa si vous habitez certaines localités valaisannes à Fr. 15.00 le mètre cube si vous habitez le Val-de-Ruz. Il faut vraiment parler localisé et on paie l'eau par rapport au coût du réseau qu'on a. Ce qui est important et fondamental à savoir, c'est que le service de l'eau doit s'autofinancer. Ce qui doit être fixé clairement, ce sont les objectifs concernant les pertes d'eau qui sont inacceptables au vu de la pénurie d'eau qu'on pourrait avoir. Il faudrait obliger les communes, dans les cinq ans, à tomber à 15% de pertes et à 10% dans les dix ans. Il s'agirait d'une loi claire, simple où chaque commune devrait se responsabiliser. Ici, on a fait une loi extrêmement complexe où on mélange tout. Au vu de ce qu'on a déjà entendu, le référendum sera lancé, il y aura un vote populaire et cette loi sera balayée. Monsieur Chappatte désire donc savoir si l'Office cantonal des eaux a déjà pensé à des solutions alternatives, car sur le fond, le Canton a entièrement raison et il y a un immense problème qui doit être résolu le plus

vite possible. Monsieur Chappatte estime qu'il faut imaginer d'autres possibilités, car le Canton doit s'attendre à perdre d'ici juin 2009.

Monsieur Daniel Urfer souhaite quelque peu clarifier son rôle. Il est un membre de l'administration et n'est pas membre du Parlement jurassien, comme Monsieur Gschwind. Monsieur Urfer peut répondre à des questions techniques, il est employé pour cela, mais ce n'est pas à lui de faire les lois. Elles sont faites par les politiciens, en l'occurrence le Parlement jurassien. Monsieur Urfer a personnellement quelques idées, mais il ne peut pas répondre à la question de Monsieur Chappatte.

Monsieur Daniel Hubleur signale que c'est une situation qui l'ennuie considérablement. Comme cela l'a déjà été dit, c'est un domaine très sensible. Il est également persuadé qu'à terme, on devra bien faire jouer la solidarité. Malheureusement, peut-être que le Canton n'a pas assez ressenti les investissements consentis dans différentes communes. Il faut savoir qu'aux Bois, nous n'avons toujours pas l'eau qui va jusqu'à Biaufond. On n'a pas terminé notre réseau et le Canton vient nous parler de situations où des gens n'ont pas géré les acquis de leur réseau. Cette situation est intolérable. Le Canton doit comprendre cela et doit absolument instaurer un prix de l'eau minimum. Lorsque Monsieur Hubleur voit que des grandes communes en Ajoie sont à moins de 50 centimes le mètre cube pour la STEP, alors que nous en sommes à Fr. 3.60, le Canton doit comprendre que c'est intolérable. C'est à ce niveau-là que ça ne joue pas, parce que dès le moment où on aura tout de même un certain prix moyen, personnellement, Monsieur Hubleur sera d'accord de faire jouer cette solidarité. Vu l'étendue de la Commune des Bois, nous avons des coûts énormes pour rejoindre certaines fermes ou hameaux et la solidarité pourra jouer. Monsieur Hubleur estime qu'il faudra revoir la forme, car sous cette forme-là, cette loi sera balayée. Monsieur Hubleur aimerait savoir s'il y a moyen de prendre une taxe en fonction de l'eau consommée, y compris celle qui est perdue, pour vraiment ne pas prendre uniquement en compte le consommateur, mais également toutes les fuites. Monsieur Hubleur demande s'il y a également moyen d'harmoniser un prix minimum de l'eau au niveau cantonal.

Monsieur Daniel Urfer précise que c'est possible. Le meilleur exemple qu'on pourrait donner, c'est l'eau qui est facturée par le Syndicat des eaux des Franches-Montagnes qui est actuellement à Fr. 1.20. Encore une fois, Monsieur Urfer signale qu'il y a des réseaux qui perdent depuis des années 50% de leur eau dans le réseau. Ils paient donc au SEF Fr. 1.20 pour acheter cette eau et en perdre la moitié dans le réseau. Monsieur Daniel Urfer est partiellement d'accord avec les propos qui viennent d'être tenus et il estime également que la situation actuelle est intolérable. Lors de la sécheresse de 2003, savoir qu'on n'avait plus d'eau et qu'on perdait 40% d'eau dans les réseaux jurassiens, était une absurdité. Les gens doivent prendre leurs responsabilités. Ce qui est important, c'est qu'il faut vraiment faire quelque chose. Les lois sont les mêmes depuis trente ans et elles n'ont rien apporté, même si on a une disposition qui dit qu'il faut faire des fonds de renouvellement pour les réseaux d'eau. Malgré cela, sauf quelques exceptions, les communes n'ont rien fait. Monsieur Urfer estime que ce qu'il est important de savoir, c'est que le statu quo comme le souhaite certains n'est pas possible.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime avoir une très bonne idée. Au lieu de facturer aux communes comme la nôtre, le Canton devrait facturer une indemnité au mètre cube perdu. Dès ce moment-là, les gens vont prendre leurs responsabilités. Il ne faut pas pénaliser les bons élèves, mais les mauvais.

Monsieur Daniel Urfer précise que cela répond uniquement à la problématique du réseau d'eau. Le problème des réseaux d'eaux usées est tout aussi grave, même si c'est moins le cas dans les Franches-Montagnes.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin estime que la loi actuelle contraint déjà les communes à réaliser ces travaux. On n'a donc pas besoin d'une nouvelle loi. Il suffit de respecter la loi actuelle ou alors, on fait comme en Italie, en France, où chaque fois qu'il se passe quelque chose, on rajoute une loi sur une loi. Monsieur Jeanbourquin demande si c'est ce que le Canton prévoit. Monsieur Daniel Urfer rappelle qu'aujourd'hui, on dit qu'il faut faire un fonds de renouvellement. Si une commune a un réseau d'eau qui vaut des millions de francs et qu'elle a quelques milliers de francs sur un fonds, elle a un fonds de renouvellement. Ce qu'il faut faire pour répondre aux propos tenus précédemment, c'est de préciser à combien doit se monter ce fonds. Sinon, cela ne veut rien dire.

Madame Isabelle Caroli pense que ce qui est bien avec cette loi, c'est que cela permet d'ouvrir le débat et c'est une très bonne chose. Madame Caroli trouve qu'en Suisse, on a un gros problème ; en effet, ceux à qui on ponctionne de l'argent, ce sont toujours les fourmis. Les cigales qui se sont doré la pilule et qui n'ont rien fait, sont entretenues par les fourmis. Dans le social, c'est la même chose avec ceux qui ne bossent pas. Madame Caroli estime qu'il faudrait, au niveau parlementaire, prendre cet exemple et ne pas punir ceux qui sont prévoyants. Madame Caroli pense que c'est la même chose avec ceux qui, comme elle, ont un chauffage à mazout et ceux qui sont prévoyants et qui installent des chauffages écologiques. Un jour, on va les ponctionner pour assainir ceux qui n'auront pas été prévoyants, qui n'auront pas voulu payer maintenant, comme elle. Madame Caroli trouve ce problème délicat. Elle peut se dire qu'elle va bien attendre que chacun s'équipe et comme cela, après, l'Etat va sûrement l'aider. Madame Caroli pense que cette loi, il faut la voir dans un problème de fond.

Monsieur Francis Sauser, Président, clôt le débat.

Au vote, le point 5 de l'ordre du jour est accepté par 17 voix, sans avis contraire.

Monsieur le Président, Francis Sauser, remercie Messieurs Daniel Urfer et Jean Paul Gschwind de s'être déplacés et d'avoir présenté leur exposé des faits.

6. Comptes 2007

a) Voter les dépassements du budget 2007

b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2007

a) Voter les dépassements du budget 2007

Pour l'entrée en matière, Madame Marianne Guillaume rappelle que le budget 2007 approuvé par le Conseil général prévoyait un excédent de charges de Fr. 158'250.00. Au bouclage de l'exercice 2007, le compte de fonctionnement laisse apparaître un excédent de produits de Fr. 102'781.44. Le Conseil communal recommande l'acceptation de l'entrée en matière.

Monsieur le Président, Francis Sauser, ouvre le débat d'entrée en matière.

Monsieur Yann Chappatte demande si Monsieur Daniel Urfer peut rester pour la suite de la séance, étant donné que les règlements sur l'alimentation en eau et sur les eaux usées seront discutés tout à l'heure. Il pourra très certainement répondre à d'éventuelles questions et cela pourrait être intéressant.

Monsieur Daniel Urfer accepte de rester.

Monsieur Yann Chappatte désire faire quelques remarques préliminaires, tout d'abord concernant l'entrée en matière. Il aimerait revenir sur une des questions orales qui a été posée par rapport à la problématique de la STEP du Boéchet. Monsieur Yann Chappatte trouve dommage que les comptes laissent apparaître des intérêts sur des crédits de construction qui devraient se trouver dans les intérêts consolidés. En effet, en principe, on paie plus cher les intérêts de construction.

Monsieur Chappatte remarque également qu'il y a une diminution des taxes d'épuration par rapport à ce qui avait été prévu. Monsieur Chappatte trouve cela regrettable et il espère que le Conseil communal se positionnera par rapport à cet état de fait. Comme cela l'a été dit dans une question orale, il estime qu'il serait judicieux d'une part qu'on somme l'entreprise et qu'on entreprenne des démarches contre elle, c'est-à-dire une réparation des dommages causés. Ce n'est pas normal que les contribuables soient lésés et que ça soit par leurs taxes communales d'épuration qu'on supporte les coûts dus au fait qu'une entreprise ne tienne pas les engagements qu'elle avait pris. Monsieur Chappatte espère que la Commune en prendra acte. Concernant l'entrée en matière, Monsieur Chappatte rappelle que cela fait quelques années qu'on a acheté un logiciel pour réaliser un plan financier. A la connaissance de Monsieur Chappatte, on a utilisé ce logiciel une fois et cela fait plusieurs années qu'il n'a pas été utilisé. Monsieur Chappatte estime que cela serait judicieux qu'on vienne une fois avec cet outil, afin qu'on puisse savoir où on navigue ces prochaines années. Effectivement, comme on le sait, ces prochaines années, deux types d'investissements conséquents viendront. Il s'agit des routes avec ce qui en découle, les eaux usées, les eaux claires et la récupération des eaux de pluie. D'autre part, il y a le projet de la halle. Aujourd'hui, nous n'avons pas ces informations financières et ce serait judicieux qu'on fasse cela. Finalement, dans les remarques d'ordre général, Monsieur Chappatte souhaite que le Conseil communal se positionne par rapport à certains coûts figurant aux comptes, notamment des frais de tutelles. Monsieur Chappatte aimerait savoir à qui incombe la responsabilité de ces frais, si une procédure civile, respectivement pénale a été engagée contre le ou les responsables qui étaient chargés de faire le travail de surveillance, à savoir, d'une part, le Conseil communal, d'autre part l'Office de tutelle au niveau jurassien et le Canton. Monsieur Chappatte trouve regrettable que ce soit le citoyen qui paie des impôts parce qu'il y a des gens qui n'ont pas fait leur travail à différents échelons. La dernière chose sur laquelle Monsieur Chappatte souhaite intervenir, c'est au sujet des nombreux chiffres ventilés dans les comptes. On présente cela de façon extrêmement détaillée, ventilée avec plein de répartitions. Comme on est une petite commune, on a des employés communaux qui travaillent sur différentes fonctions et qui ne sont pas rattachés à une tâche spécifique. Malheureusement, la lecture en devient très difficile, même pour les personnes qui ont des facultés avec les chiffres. Il serait bien d'avoir un tableau récapitulatif qui présente les différentes imputations. Lorsqu'on souhaite connaître les coûts de certaines choses, il est vrai que si on n'est pas habitué, on jongle à travers les pages et on se perd un peu. Monsieur Chappatte précise que ses propos ne remettent pas en cause l'acceptation de l'entrée en matière.

Madame Marianne Guillaume donne la parole à Monsieur Claude Gagnebin concernant les frais de tutelle.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il s'agit d'une tutelle dont il taira le nom étant donné que nous sommes tenus au secret. Cette tutelle a eu lieu entre les années 1995 et 1998 pour laquelle un carton entier de correspondance a été récupéré auprès du tuteur qui avait été imposé par la famille à l'autorité tutélaire. A l'époque, nous avons demandé l'assistance de Monsieur Henri Boillat pour remettre ces comptes de tutelle à jour. A la fin du compte, il manquait une somme de Fr. 11'000.00 et quelques francs. Selon le code civil, c'est à l'autorité tutélaire d'en assumer la responsabilité. Les autorités communales se sont bien défendues à l'époque d'une quelconque responsabilité, parce qu'elles avaient toutes les pièces justificatives à présenter en ce qui concerne la négligence du tuteur et le fait qu'elles avaient bien fait leur travail en ce qui concerne les réclamations et différentes correspondances. Rien n'y a fait. L'autorité tutélaire de surveillance ou le Tribunal de première instance a pris la décision que la charge de ce manque était imputable à l'autorité tutélaire du moment que le tuteur fautif ne pouvait pas être poursuivi. En l'occurrence,

le tuteur fautif roule toujours en BMW en leasing, il est toujours très bien habillé, il fait toujours des affaires, de moins en moins quand même et il a un acte de défaut de biens en ce qui nous concerne pour le montant de la créance qui n'a pas pu être récupéré chez lui. Maintenant, au niveau légal, on peut très bien intervenir auprès des autorités communales de l'époque, chaque membre du Conseil communal est solidairement responsable du manque à gagner à propos de cette tutelle. On peut le faire, mais le Conseil communal actuel a décidé de renoncer à cela. Monsieur Gagnebin pense que ce n'est pas par manque de courage, mais si le fait qu'on se retourne contre les autorités communales venait à être publié dans la presse, nous n'aurions pas beaucoup de personnes en fin d'année qui se présenteraient aux élections.

Madame Marianne Guillaume reconnaît qu'au niveau des imputations, cela n'est pas toujours très clair et qu'on a de la peine à s'y retrouver.

Monsieur Claude Gagnebin prend note de la remarque faite à ce sujet, il fera un tableau récapitulatif des imputations comme Monsieur Daniel Hubleur l'avait déjà demandé. Ce tableau était déjà à disposition lors de l'examen du budget. Monsieur Gagnebin le remettra dorénavant aux Conseillers généraux. Concernant la planification financière, effectivement la Commune a un logiciel. Monsieur Gagnebin essaie toujours de mettre en place cette planification financière. Monsieur Claude Gagnebin souligne qu'une planification financière permet de déterminer la marge d'autofinancement de la Commune en ce qui concerne les investissements à faire. Ce système fonctionne pour les communes du Canton de Berne, parce que c'est un programme qui avait été fait avec un taux de dépréciation de 10%. Alors, quand vous avez une marge de dépréciation de 10% sur le patrimoine administratif par année, on peut se permettre de faire de la planification financière. Avec un taux de dépréciation de 2 à 3% sur le capital investi, il vous faut 33 ans pour déprécier complètement le capital, c'est illusoire. En plus, la marge d'autofinancement de la Commune est quasiment à zéro. Si on veut donc faire des investissements, on peut les faire, mais il faut bien se dire que chaque investissement, avec la situation dans laquelle est la Commune avec les obligations légales qu'elle a à faire, c'est illusoire de faire de la planification financière. Monsieur Claude Gagnebin rappelle que cela ne sert à rien, mais qu'il peut le faire. Il pensait le faire à la rentrée. C'est une chose qui le passionne, mais c'est un exercice de style qui ne sert à rien dans la situation présente. Si l'on tient compte des remarques faites par Monsieur Gschwind tout à l'heure, il a prononcé un mot tout à fait rassurant et Monsieur Urfer en tant que responsable de l'Office de l'environnement en est tout à fait conscient aussi, c'est que la loi que nous avons votée avec un grand oui il y a quelques années pour une réduction de 1% linéaire au niveau des rentrées fiscales, c'est à partir de 2009 que cela va se faire sentir. Aussi bien le Canton que l'ensemble des Communes seront confrontés à ce problème. En 2020, cela fera 12% de réduction d'impôts. Nous avons deux millions de francs de rentrées d'impôts, nous aurons donc Fr. 200'000.00 de moins.

Madame Isabelle Caroli signale que concernant les charges salariales, ce qui l'étonne toujours c'est qu'il y a toujours une augmentation impressionnante de ces charges salariales des employés communaux et aussi des temps de travail qui ne cessent d'augmenter. Madame Isabelle Caroli demande si, en même temps que de faire un tableau récapitulatif, il ne serait pas bien d'avoir un cahier des charges aussi pour les employés communaux.

Madame Marianne Guillaume précise que ces cahiers des charges existent. Celui de la conciergerie de l'école et celui des employés de la voirie ont été refaits.

Madame Isabelle Caroli n'est pas satisfaite.

Madame Marianne Guillaume estime que les temps de travail n'augmentent pas tant que ça. Les transports, par exemple, étaient effectués par d'autres personnes et ces frais existaient déjà.

Monsieur le Président, Francis Sauser, rappelle que nous sommes toujours dans le débat d'entrée en matière et qu'il faudrait rester centré sur ce point.

Aucune autre personne ne désire intervenir. Monsieur Francis Sauser, Président, clôt donc le débat d'entrée en matière. Etant donné qu'il n'y a eu aucune proposition ferme, il en conclut que l'entrée en matière est acceptée.

Pour le débat de fond, Madame Marianne Guillaume n'a rien à ajouter.

Monsieur Francis Sauser, Président, ouvre la discussion sur le point 6 a).

Monsieur Yann Chappatte désire simplement revenir sur les questions pour lesquelles il n'a pas obtenu de réponse. Concernant la problématique de la STEP du Boéchet, Monsieur Chappatte ne trouve pas acceptable qu'on paie le différentiel entre les intérêts pour un crédit de construction et ceux d'un crédit consolidé. D'autre part, concernant les taxes d'épuration, Monsieur Chappatte demande si on est véritablement lésé et si on supporte des coûts de fonctionnement complets alors qu'on n'a pas les recettes pleines. Si oui, Monsieur Chappatte demande quelles sont les mesures qui seront prises pour résorber ce manque, quelles prétentions ont été émises vis-à-vis de cette société, éventuellement devant la justice, afin qu'elle fasse son travail. Ce ne sont pas les citoyens qui doivent supporter la non-gestion d'un carnet de commande d'une société externe.

Monsieur Daniel Kurz signale qu'actuellement, étant donné l'état des choses, nous n'avons plus que la justice pour agir. Nous avons utilisé toutes les voies diplomatiques possibles. Nous aurons donc recours à la justice.

Monsieur Claude Gagnebin désire encore préciser le fait que la Commune a déjà écrit à l'entreprise en fin d'année passée pour lui dire qu'on allait mettre à sa charge les intérêts du crédit de construction, ainsi que la facturation du manque à gagner concernant la consommation. Pour l'instant, Monsieur Gagnebin n'a pas encore fait les décomptes. D'autre part, la Commune a également bloqué des factures pour un montant de Fr. 32'000.00 durant six mois. Si nous entrons en conflit, l'entreprise va également se retourner contre nous pour cela. La Commune a donc déjà pris des mesures pour faire avancer les choses, malheureusement sans succès pour l'instant.

Personne ne désirant encore s'exprimer, Monsieur Francis Sauser, Président, clôt le débat.

Au vote, le point 6 a) de l'ordre du jour est accepté par 17 voix, sans avis contraire.

b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2007

Pour le débat d'entrée en matière, Madame Marianne Guillaume signale que le Conseil communal recommande l'acceptation de l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, Monsieur Francis Sauser, Président, considère l'entrée en matière comme acceptée tacitement.

Pour le débat de fond, Madame Marianne Guillaume propose de prendre les chapitres les uns après les autres. Les points qui soulèvent des remarques ou questions sont les suivants :

Chapitre 5 / Instruction, formation et culture

Monsieur Claude Gagnebin signale que, pour répondre au vœu de Monsieur Daniel Hubleur, il a créé un chapitre 5101 pour l'école et un chapitre 5102 pour les transports scolaires, cela en totale dérogation avec les directives du Canton.

Monsieur Daniel Hubleur précise qu'il l'a remarqué et qu'il a apprécié.

Chapitre 8 / Finances

Monsieur Marcel Barthoulot remarque que nous avons une somme de Fr. 104'802.20 au compte 855.480.00 « prélèvement sur fonds », alors qu'auparavant, nous n'avions rien. De quoi s'agit-il ?

Madame Marianne Guillaume signale qu'il s'agit d'une réserve de fonds qu'on a prise sur le fonds de l'abri et le fonds de chômage.

Chapitre 9 / Impositions

Monsieur Daniel Hubleur souhaite poser une question concernant l'imposition des personnes morales pour laquelle le montant lui paraît considérablement faible. Il désire savoir s'il n'y a pas une possibilité de reprendre un peu ces impositions au niveau du Conseil communal pour essayer d'améliorer la situation, sachant qu'en plus, il faut aller sur deux ou trois postes pour voir qu'il y a des diminutions d'impôts pour les personnes morales. Si on prend le total des sociétés anonymes et les variations qu'il y a en dessous, c'est vraiment peu. Le Conseil communal est-il conscient de cette situation et celle-ci devrait-elle s'améliorer par la suite ? Monsieur Hubleur précise que c'est plus une question qu'une remarque.

Monsieur Claude Gagnebin précise que ce sont des chiffres qui sont donnés par le Canton concernant le rendement des personnes morales, au même titre que pour les personnes physiques. La question de Monsieur Hubleur surprend un peu Monsieur Gagnebin, dans le sens où si on prend les sociétés anonymes et coopératives, on a une légère augmentation par rapport aux comptes 2006 puisqu'on passe de Fr. 48'588.65 à Fr. 50'984.10. En ce qui concerne les variations, on a eu pour les années antérieures une augmentation de Fr. 29'465.45, alors qu'en 2006, on n'avait que Fr. 10'591.70. Au sujet des éliminations, on n'a que Fr. 3'393.70, alors qu'on avait Fr. 5'922.35 en 2006. Pour les partages d'impôts, Monsieur Claude Gagnebin admet qu'il s'agit de plans de partage, nous avons un grand contribuable qui est un établissement bancaire du lieu pour lequel il y a eu des fusions bancaires avec différentes communes. Nous sommes la commune-siège et devons ces partages d'impôts. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'en fonction du moment où ce partage est fait, il peut y avoir des différences s'il part tout de suite ou non et les chiffres peuvent donc varier d'une année à l'autre. En ce qui concerne les partages d'impôts pour les personnes morales en bonification, ils sont légèrement inférieurs, mais là aussi, en fonction de la rapidité du Bureau des personnes morales aux Breuleux, il se peut qu'une comptabilité d'une personne morale ne puisse pas être bouclée sur une année et que le rendement soit donc reporté sur l'année suivante, ce qui engendre des variations assez conséquentes. Monsieur Claude Gagnebin relève que, si on analyse les personnes morales qu'on a dans le village, on voit le grand dilemme qu'on a aux Bois. Effectivement, nous n'avons pas beaucoup d'entreprises, les quelques entreprises que nous avons, nous les embêtons encore, d'autres entreprises bénéficient de réductions fiscales ou autres pour lesquelles nous avons été d'accord et nous devons assumer nos choix. Dans le fond, Monsieur Gagnebin estime qu'on ne devrait pas tenir compte du rendement des personnes morales, mais cela fait toujours du bien.

Chapitre 18 / Forêts

Monsieur Robert Claude ne comprend pas pourquoi les forêts ne rapportent pas d'argent. Il lui semble que ces chiffres sont incorrects, parce qu'on dit toujours qu'avec la forêt, de nos jours, on gagne de l'argent, alors qu'ici ce n'est pas tout à fait le cas. Par exemple, si on prend le compte « façonnage », on a Fr. 38'391.10 de frais pour Fr. 10'974.45 de recettes. Lorsqu'on donne du travail à faire, Monsieur Claude ne voit pas comment on peut avoir des produits. Ensuite, si on regarde les « ventes de bois », comparativement au façonnage, le travail qu'on doit faire avec le bois, il lui semble qu'il y ait des chiffres incorrects. Il souhaite obtenir des explications. En connaissant le problème de la forêt, on peut voir qu'on a vendu environ 500 mètres cubes de bois, alors qu'on en a façonné presque 800 mètres cubes.

Monsieur Daniel Kurz, Maire, signale que l'année dernière, nous avons façonné 460 mètres cubes de bois. Pour le façonnage, nous avons des apprentis et le produit qui figure au compte est versé par le Service forestier pour la formation. Monsieur Daniel Kurz, Maire, précise que nous devons

redonner une certaine somme au fonds forestier, c'est une obligation, c'est pour cette raison que le bénéfice est moindre. Le fonds forestier est une chose obligatoire parce que nous avons surpassé nos mètres cubes autorisés.

Monsieur Jean-Pierre Bouille ne trouve pas satisfaisante la réponse faite concernant le façonnage. Si Monsieur Robert Claude estime que nous en avons fait 800 mètres cubes, on doit pouvoir dire que 800 mètres cubes, ça coûte tant pour les façonner, il y a tant de produits et il doit rester tant. Toutes les explications de Monsieur Kurz n'ont pas du tout convaincu Monsieur Bouille. Soit il n'y a pas de maîtrise de ce dossier, ce qui est possible et qu'on pourrait comprendre, ou alors on le maîtrise et on l'explique vraiment. En tout cas, Monsieur Bouille signale qu'il n'a rien compris.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, estime qu'il y a une maîtrise du dossier. La Commune a façonné 460 mètres cubes d'octobre 2006 à octobre 2007, alors qu'elle n'en a pas façonné l'année précédente, année durant laquelle nous avons fait des chablis, des pépinières, des travaux obligatoires.

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande combien coûte le façonnage d'un mètre cube de bois.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale qu'il s'agit d'environ Fr. 50.00.

Monsieur Jean-Pierre Bouille remarque donc qu'on n'est pas loin des 800 mètres cubes. Il souhaite savoir combien le bois est vendu au mètre cube.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que l'année dernière, nous en avons vendu à Fr. 102.00.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime donc qu'on devrait avoir une rentrée de Fr. 80'000.00. Même en déduisant la taxe, on n'arrive toujours pas à trouver nos chiffres.

Madame Isabelle Caroli pense qu'il reste peut-être du bois quelque part.

Monsieur Jean-Pierre Bouille fait remarquer que pour des néophytes, c'est tout de même difficile à comprendre.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, rappelle que nous sommes partis avec Fr. 94'411.65 de produits.

Monsieur Jean-Pierre Bouille remarque qu'on doit enlever Fr. 45'000.00 pour le façonnage, il devrait donc rester Fr. 45'000.00.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'une des raisons fondamentales qui fait que ce compte ne représente pas un exercice des plus fabuleux, c'est que nous avons une quotité disponible de 300 mètres cubes. Pour tout ce qui excède cette coupe, on doit imputer une partie du bénéfice en fonction du nombre de mètres cubes coupé en plus, ce qui fait qu'on a dû charger le fonds d'anticipation de Fr. 2'508.00 et le fonds d'exploitation de Fr. 208.00. En ce qui concerne les contributions au triage, on avait mis au budget une somme de Fr. 8'500.00 et ce triage nous a coûté Fr. 12'559.85, parce que le groupe du triage ne s'est pas réuni de façon régulière ces dernières années et, malgré les provisions qu'on avait faites, on a un excédent de frais qu'on a dû prendre en compte pour charger cet exercice-là.

Monsieur Jean-Pierre Bouille remarque qu'il reste tout de même Fr. 30'000.00 qu'on ne trouve pas.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il s'agit du bois vendu et qu'il est possible que du bois reste encore en stock.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que le bois en stock devrait tout de même figurer dans les comptes.

Monsieur Claude Gagnebin précise que selon le plan comptable, il n'a pas la charge de faire un inventaire des invendus de bois. Il doit déjà faire un inventaire pour le panier de la Commission touristique.

Monsieur Jean-Pierre Bouille s'en fout de ce dossier, mais il trouve que ce n'est vraiment pas clair. Cela fait des années que le bois, ce n'est pas clair. Si on ne sait pas maîtriser la forêt, il faut

la vendre à ceux qui savent la maîtriser. Si le Conseil communal ne sait pas s'il reste du bois, comment voulez-vous qu'il gère son bois ? Monsieur Bouille précise que si c'était son bois, il saurait s'il lui en reste ou non.

Monsieur Daniel Kurz, Maire, signale qu'il n'y a plus de bois en stock.

Monsieur Jean-Pierre Bouille remarque que ce dossier n'a donc toujours pas été éclairci.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il a téléphoné à Monsieur Berret de l'Office forestier. Si on ne tient pas compte de cet excédent que nous a coûté le triage forestier, le rendement au mètre cube qu'on doit préparer sur le rapport est d'environ Fr. 9.50, comme dans les autres communes.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souligne une nouvelle fois qu'il reste Fr. 1'800.00.

Monsieur Claude Gagnebin relève que c'est à cause des imputations que nous avons dû faire.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale qu'il n'a plus de question.

Monsieur le Président, Francis Sauser, clôt le débat de fond.

Au vote, le point 6 b) est accepté à l'unanimité.

7. Discuter et approuver le nouveau règlement et tarif concernant l'alimentation en eau

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur Christophe Cerf rappelle qu'il y a une année, nous avions le même point à l'ordre du jour et que l'entrée en matière avait été refusée. Après avoir rediscuté avec la Commission, il demande l'acceptation de l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est donc considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Monsieur Christophe Cerf propose que la parole soit libre pour Messieurs Jean-Maurice Jobin et Marcel Barthoulot, étant donné qu'ils font partie de la Commission pour pouvoir débattre correctement de ce règlement. Cela également pour le point 8 de l'ordre du jour. Afin d'avoir un outil de travail performant, Monsieur Cerf demande d'accepter ce règlement.

Personne ne s'oppose au fait que Messieurs Jean-Maurice Jobin et Marcel Barthoulot puissent s'exprimer librement.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale que les membres du groupe PLR ont regardé les avantages et désavantages de ce règlement. Ils ont décidé qu'il n'y avait pas matière à refuser un dossier comme celui-ci, même si c'est beaucoup de travail pour peu de différences. Les grands consommateurs d'eau, comme les entreprises, pourront gagner Fr. 340.00, mais les ménages standards ne verront quasiment pas de différence.

Monsieur Yann Chappatte précise qu'il aura l'occasion d'intervenir à multiples reprises concernant les différents articles. Comme chacun le sait, il y a une année, nous avons refusé ce règlement parce qu'il y avait un certain nombre de points qui posaient problème. Certains ont été acceptés, d'autres dérangent les membres du PCSI qui espèrent qu'on puisse en débattre ce soir et surtout voter ce règlement qui est important. Tout d'abord, il souhaite intervenir sur l'article 38, alinéa 6) « *Les hydrants et les vannes doivent être préservés d'un endommagement et doivent être accessibles en tous temps; ils ne doivent pas être recouverts de matériel, véhicules, etc...* » Recouvrir un hydrant avec un véhicule, cela paraît étonnant à Monsieur Chappatte. Il pense qu'on aurait dû prendre le verbe obstruer. Néanmoins, Monsieur Chappatte estime qu'il manque le terme principal qui est la neige. Il propose donc de modifier cet article en terminant depuis le point-virgule par « *ils ne doivent pas être obstrués par du matériel, des véhicules, de la neige etc...* »

Monsieur Sébastien Jeanbourquin demande ce que représente le déneigement des hydrants et si cela se fait actuellement.

Monsieur Yann Chappatte signale qu'il s'agit d'une obligation légale. Effectivement, en cas d'incendie, si on doit commencer par déneiger les hydrants, cela crée des problèmes gigantesques.

Monsieur Jean-Maurice Jobin précise que c'est la Commune qui fait ce travail.

Monsieur Marcel Barthoulot signale qu'il ne voit pas d'obligation à ajouter le déneigement à cet article, puisque cela se fait obligatoirement. Cet article est prévu essentiellement pour les véhicules.

Au vote, la proposition de Monsieur Yann Chappatte est acceptée par 12 voix, contre 1.

Monsieur Daniel Hubleur tient à relever le travail complémentaire effectué par la Commission depuis une année. Sur l'ensemble, le groupe PCSI est satisfait du travail réalisé. Toutefois, Monsieur Hubleur désire poser une question assez importante concernant, globalement, le réseau. A l'article 19, il est précisé ce que sont les conduites publiques et privées. On s'aperçoit qu'après, on fait référence à ces différents types de conduites, notamment à l'article 34 et surtout à l'article 40. Monsieur Hubleur a un peu de peine à suivre la façon dont ces articles sont rédigés. Si on prend l'article 40, alinéa 5 « *si plusieurs propriétaires sont alimentés par la même conduite de distribution, les frais sont à partager entre ces propriétaires.* ». Si on prend l'article 34, il est dit que « *après leur établissement, les conduites de distribution deviennent gratuitement la propriété de la commune qui en assume l'entretien,...* », cela n'est pas tout à fait clair. Monsieur Hubleur demande s'il y a un schéma complet des conduites à la Commune sur lequel il est bien stipulé ce qu'est la conduite principale, la conduite de distribution, etc., afin qu'il n'y ait pas, par la suite, de problème en cas de frais qu'on attribuerait à un propriétaire qui pourrait dire qu'il s'agit d'une conduite de distribution et non pas un branchement d'immeuble. Pour Monsieur Hubleur qui a lu ce règlement, il trouve qu'on mélange un peu tous ces branchements, d'autant plus qu'il estime que cela n'est pas clair à l'article 40, alinéa 5.

Monsieur Claude Gagnebin signale que la Commune possède un plan du réseau d'eau sur lequel tous les branchements d'immeubles sont répertoriés. En ce qui concerne les conduites principales et les conduites de distribution, elles sont de la même couleur étant donné que dans l'ancien règlement, il n'y a pas de distinction entre ces différentes conduites. Monsieur Gagnebin estime que c'est une bonne idée de s'atteler à cette tâche en cas d'acceptation du règlement. En ce qui concerne l'article 40, alinéa 5, Monsieur Gagnebin pense que la Commission aurait dû mettre « *si plusieurs propriétaires sont alimentés par la même conduite de branchement d'immeuble, les frais sont à partager entre ces propriétaires.* » puisque l'article 40 fait référence au branchement de l'immeuble. En réalité, c'est un cas qui ne devrait pas exister. Normalement, un branchement d'immeuble est fait sur une conduite principale. La réalité des choses veut que cela puisse exister. Monsieur Jean-Maurice Jobin précise qu'on peut modifier ce terme car il s'agit d'une erreur d'appellation.

Au vote, la modification de l'article 40, alinéa 5 est acceptée à une majorité évidente, sans avis contraire.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite qu'on fasse deux petites corrections rédactionnelles.

A l'article 40, alinéa 6 : « *...que l'assurance du propriétaire ne les couvre pas, ...* »

A l'article 45, alinéa 2 : « *...pour répondre aux prescriptions de l'article 45 alinéa 1...* »

Monsieur Yann Chappatte intervient au sujet de l'article 44, alinéa 5. Il est stipulé que « *...La Commune effectue un contrôle par sondage du 20% des compteurs chaque année...* ». Monsieur Chappatte propose de supprimer le 20% des compteurs, car il pense qu'il n'est pas judicieux de

systématiquement faire 20%. En cas de doute, la Commune pourra en faire plus. Si ce système fonctionne bien, c'est dommage de se donner du travail pour effectuer le 20% des compteurs, alors que ce n'est pas nécessaire.

Monsieur Jean-Maurice Jobin signale que la Commission a tenu à mettre un certain pourcentage, autant pour les gens qui seraient éventuellement fraudeurs que pour ceux qui sont corrects. En effet, ils savent que tous les cinq ans, il y aura tout de même un employé communal qui viendra voir leur compteur. De plus, si un compteur ne fonctionne pas et que les gens ne s'en rendent pas compte, l'employé communal le verra peut-être, parce qu'il a l'habitude.

Monsieur Yann Chappatte maintient sa proposition. En incitant le citoyen à faire une déclaration de son propre chef, on économise une partie du travail. On a déjà commencé à faire cela depuis deux ans. Monsieur Chappatte préfère que cela soit à la libre appréciation des interprétations du Secrétariat communal qui pourrait voir des incohérences. En cas de doute, on peut contrôler le 30% ou le 5%. On doit plutôt faire appel à la raison des personnes de l'administration communale.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que cet article ne contraint pas la Commune à faire le 20%. On peut laisser cet article tel quel et la Commune apprécie ensuite. Cela ne signifie pas que la Commune est obligée de faire 20% par année.

Monsieur le Président, Francis Sauser, estime que cet article oblige la Commune à contrôler le 20% des compteurs chaque année.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que cela peut engendrer une deuxième attitude. En effet, la personne qui se fait contrôler deux fois en trois ans aura l'impression que la Commune est sur son dos.

Monsieur Jean-Maurice Jobin précise que ces contrôles se feront par tournus. Il n'est pas question d'aller contrôler toujours les mêmes personnes.

Monsieur Christophe Cerf précise que c'est surtout pour avoir un regard sur les compteurs. S'ils sont défectueux, le propriétaire ne le verra pas ou ne le dira pas.

Au vote, la proposition de Monsieur Yann Chappatte est acceptée par 8 voix, contre 6.

Monsieur Robert Claude intervient au sujet de l'article 10, alinéa 1 « ...pour aménagements et installations de piscines dès 5 m³ ... ». Le groupe PCSI estime que c'est petit et propose de mettre 10 m³.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que les gens mettent de plus en plus des grandes piscines. Il est mentionné 5 m³, car ces piscines seront remplies toutes en même temps. Si, avec des piscines de 10 m³, les gens n'avertissent pas la Commune, Monsieur Jean-Maurice Jobin pensera qu'il y a une perte et la recherchera. C'est uniquement après trois jours qu'il s'apercevra qu'il s'agissait de piscines. Si on a dix piscines à 10 m³, cela représente 100 m³.

Monsieur Jean-Maurice Jobin signale que pour lui, 100 m³ représentent une grosse fuite.

Madame Isabelle Caroli pense que les gens intelligents vont avertir le fontainier.

Monsieur Jean-Maurice Jobin s'occupe de la gérance du réseau et précise que nous avons une installation qui facilite la surveillance. Pour Monsieur Jobin, sur une journée, une variation de 20 m³ peut représenter une fuite importante. Certaines personnes seront correctes et l'avertiront, mais ce n'est pas le cas de tout le monde. Monsieur Jobin estime que c'est bien de mentionner 5 m³ pour que les gens se rendent compte que c'est important. On ne soutire pas de l'eau comme on en a envie, simplement parce qu'on veut arroser le gazon ou autre. L'eau est une denrée importante, chère et « rare ». Chacun doit savoir qu'on ne fait pas n'importe quoi avec le réseau d'eau.

Monsieur Daniel Hubleur estime que tout le monde ne lit pas forcément le règlement. Maintenant, dans les magasins, on vend de très grandes piscines. Les gens qui n'avertiront pas la Commune seront donc amendables.

Monsieur Jean-Maurice Jobin signale qu'il y a des dispositions finales qui parlent justement de l'amende.

Monsieur Daniel Hubleur trouve cela disproportionné par rapport à ce qui est sur le marché. Cela signifie que, derrière, il y aura des interventions à faire au niveau des amendes.

Monsieur Jean-Maurice Jobin signale que cela nous laissera la possibilité de le faire, cela ne veut pas dire que nous le ferons systématiquement.

Au vote, la proposition d'augmenter le volume à 10 m³ est refusée par 6 voix, contre 10.

Monsieur Germain Jobin désire intervenir concernant l'article 40 qui change fondamentalement les choses par rapport à l'ancien règlement. Il estime donc qu'il faudra mettre en garde les propriétaires de ce changement, afin qu'ils s'assurent suffisamment. Monsieur Jobin ne pense pas que les assurances pour les dégâts d'eau des appartements couvrent la conduite d'eau.

Monsieur Daniel Hubleur répond affirmativement.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que toute personne, qu'elle soit propriétaire ou locataire, doit avoir une assurance pour les dégâts d'eau, cela par exemple si une baignoire déborde.

Monsieur Jean-Pierre Bouille précise que c'est la responsabilité civile qui prend ces frais en compte. L'assurance dégâts d'eau prend en charge les frais engendrés par une conduite défectueuse pour enlever le carrelage, changer la conduite, etc.

Monsieur Marcel Barthoulot reconnaît qu'avec le nouveau règlement, la Commune doit avertir les propriétaires pour qu'ils prennent conscience qu'ils doivent faire le nécessaire pour que ces frais soient couverts. Pour information, Monsieur Barthoulot précise que la responsabilité civile prend en charge les frais de creusage, les frais de recherches, mais pas les vannes et les tuyaux. Cela, pour autant qu'on soit assez couvert.

Monsieur Marc Bilat demande ce qu'il adviendra si la conduite alimente deux maisons, comment cela va être géré.

Monsieur Claude Gagnebin rappelle qu'on vient d'en discuter à l'article 40, alinéa 5. Les frais sont à partager entre les propriétaires.

Monsieur le Président, Francis Sauser, ne sait pas ce qui se passera au niveau des assurances.

Monsieur Daniel Hubleur précise que c'était bien le débat que les Conseillers avaient eu la dernière fois. La majorité des communes connaissent cette situation. Ce serait un comble qu'on laisse à la charge de la Commune des frais pris en charge par les assurances des propriétaires. Avec cela, on diminuera énormément les frais.

Monsieur Daniel Urfer confirme que dans la très grande majorité des services des eaux cela se passe comme dans le nouvel article 40 puisque c'est assurable dans le cadre des assurances privées.

Monsieur Yann Chappatte désire intervenir concernant l'article 61 dans lequel on parle de la Commission des eaux. Monsieur Chappatte signale que cette commission n'existe pas. On vient de voter le changement du règlement d'organisation et elle s'intitule Commission STEP. Pour éviter de devoir rechanger le règlement d'organisation, il propose d'intituler cet article « Commission STEP ». Il en est de même à l'article 61, alinéas 1 et 2, ainsi qu'à l'article 62.

La modification précitée est acceptée à une majorité évidente, sans avis contraire.

Monsieur Yann Chappatte intervient au sujet de l'article 47 pour lequel il désire avoir l'appréciation de la Commission. Monsieur Chappatte n'a pas compris pourquoi elle souhaitait maintenir « *Est considérée comme donnée incorrecte celle qui s'écarte de +/- 5% à 10% de la charge nominale.* » à l'alinéa 3. Cela dérange un peu Monsieur Chappatte, car cela peut être une variation normale pour un ménage qui passe de deux à quatre personnes, par exemple à la naissance de jumeaux. Monsieur Chappatte propose donc de mettre 10 m³.

Monsieur Jean-Maurice Jobin signale qu'on parle bien uniquement de la précision des compteurs. C'est cette précision qui doit être dans une fourchette de 5 à 10%. Il ne s'agit pas de la consommation d'un ménage.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que cette fourchette de 5 à 10%, ce sont les fournisseurs de compteurs qui la garantissent.

Monsieur Yann Chappatte retire sa proposition.

Monsieur Yann Chappatte désire faire une remarque concernant l'article 59. Il demande à ce qu'on n'oublie pas, dans le cadre du budget, de prendre en compte cet article dans lequel on parle d'un tarif pour les piscines. Actuellement, dans le budget, on ne définit pas de conditions spéciales au niveau du tarif de l'eau.

Monsieur Claude Gagnebin précise que le règlement actuel ne prévoyait pas un tarif spécial pour les piscines, c'est donc normal qu'on ne le mette pas.

Monsieur Yann Chappatte précise qu'il pensait au prochain budget.

Monsieur Claude Gagnebin signale que cela sera mentionné au budget. S'il ne le met pas, il espère que Monsieur Chappatte fera une remarque.

Monsieur Yann Chappatte demande si c'est possible de parler des articles suivants relatifs au tarif de l'eau ou si on y passe après.

Monsieur le Président, Francis Sauser, signale que cela fait partie du même point de l'ordre du jour.

Monsieur Yann Chappatte propose donc une modification à l'article 9 de la variante 1, puisque c'est la variante 1 qu'il soutient. Il est fait mention que « *Pour chaque abonnement ou logement raccordé au service des eaux, on calculera une consommation minimale de 60 m³.* » Monsieur Chappatte aimerait qu'on modifie cette limite de 60 m³ et qu'on la fixe à 40 m³. En effet, pour information, la consommation moyenne d'une personne en Suisse en l'an 2000 était de 50 m³. Depuis, on a pris toute une série de mesures pour économiser l'eau. Cela signifie que la consommation est en baisse. On incite à réduire la consommation d'eau, on invite les gens à faire du recyclage et ensuite, on va les taxer au minimum à 60 m³, alors qu'on cherche à ce qu'ils consomment moins. Monsieur Chappatte propose donc de baisser cette limite à 40 m³, d'une part pour ne pas pénaliser les personnes seules et les personnes âgées ou les gens qui auraient fait des efforts dans le cadre de la récupération.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin précise que ce nombre de mètres cubes est toujours sujet à discussions. Finalement, on paie un service et Monsieur Jeanbourquin demande si on ne peut pas facturer directement le raccordement au réseau d'eau, sans parler de mètres cubes.

Monsieur Jean-Maurice Jobin signale que c'est le principe de la taxe de base. Monsieur Jobin précise que dans la variante 1, la Commission a maintenu 60 m³, car c'est la quantité qui permet de couvrir les frais d'entretien du réseau. Si on passe à la variante 2 avec la taxe de base, on ne parle plus de 60 m³, mais d'une somme forfaitaire.

Monsieur Marcel Barthoulot rappelle que les 60 m³ sont là uniquement pour la variante 1. Au moment où on prend la taxe de base, les 60 m³ tombent.

Monsieur Yann Chappatte avait bien compris, c'est pour cette raison qu'il soutient la variante 1, car il trouve que la variante 2 avec la taxe de base est incohérente. En effet, avec la variante 2, les gens qui consomment beaucoup paieront moins. Si on veut justement inciter les gens à consommer moins d'eau, il ne faut en tout cas pas que la consommation soit dégressive. C'est pourquoi, il propose la variante 1 avec 40 m³.

Monsieur Marcel Barthoulot rappelle que le prix de l'eau devrait alors être augmenté, puisque cela ne couvrirait plus les frais.

Monsieur Yann Chappatte estime qu'il faut revenir à la base. Encore une fois, on est la commune-exemple dans le domaine avec des pertes à 7% et un prix de l'eau l'un des plus chers du Jura, mais demain, on peut baisser ce prix d'un tiers puisqu'on gagne Fr. 97'000.00 par année. On peut donc passer à Fr. 1.80 pour le prix de l'eau et on aura un service qui tournera. On n'investira évidemment plus rien, comme certaines communes. A partir de là, on utilisera le fonds de réserve qui est extrêmement élevé. Si on a mis un prix de l'eau élevé, c'est justement pour assainir notre réseau qui avait 30% de pertes. Pour Monsieur Chappatte, il ne s'agit pas maintenant de baisser le prix de l'eau ou de l'augmenter, parce que les gens qui sont concernés par ces 60 m³ sont tout de même limités, une trentaine de cas dans la Commune au maximum.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que seules cinq personnes consomment moins de 60 m³ dans le village.

Monsieur le Président, Francis Sauser, estime qu'il faut d'abord choisir entre la variante 1 ou la variante 2 et ensuite choisir le nombre de mètres cubes.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que ce n'est pas correct et qu'il faut d'abord choisir le nombre de mètres cubes.

Au vote, la variante 1 avec 60 m³ obtient 10 voix et la variante 1 avec 40 m³ en obtient 6. La proposition de Monsieur Yann Chappatte est donc rejetée.

Monsieur Yann Chappatte regrette toujours qu'on parle de chiffres dans les règlements. C'est quelque chose de détestable, parce que chaque fois qu'on se retrouve dans une nouvelle situation, quelqu'un doit se replonger dans le règlement pour comprendre les chiffres. A l'article 10, il est fait mention que « *Le prix du m³ d'eau est fixé par le Conseil général dans le cadre de l'adoption du budget conformément à l'art. 59 alinéa 1 du règlement concernant l'alimentation en eau. Le prix du m³ d'eau est fixé dans une fourchette de Fr. 2.00 à Fr. 4.00/m³.* » Clairement, c'est le Conseil général qui va fixer les tarifs avec comme objectif l'autofinancement, puisque c'est un service communal. Par définition, de mettre des tarifs dans un règlement, cela ne sert à rien, sinon à nous fixer des contraintes qui pourraient nous pénaliser ultérieurement, puisqu'on devrait remodifier le règlement des eaux si on se met en contradiction avec celui-ci lors de l'établissement du budget au niveau du prix de l'eau. Il propose donc de supprimer la dernière phrase qui fait mention du prix. Cette phrase ne sert à rien, puisque les Conseillers généraux doivent prendre leurs responsabilités lors de l'établissement du budget.

Au vote, la proposition de Monsieur Chappatte est acceptée par 15 voix, contre 2.

Monsieur Jean-Pierre Bouille désire savoir quelle est la variante préconisée par la Commission STEP.

Monsieur Jean-Maurice Jobin rappelle que, comme mentionné dans le rapport, la Commission a tenu à proposer les deux variantes, l'unanimité n'ayant pas été atteinte au sein de la Commission. Autant en ce qui concerne les avis des partis politiques, des gens rencontrés, les personnes sont très partagées. La Commission a donc voulu donner la possibilité au Conseil général de choisir la variante qui lui plaît le mieux en lui en proposant deux.

Monsieur Daniel Urfer désire intervenir concernant le principe de la taxe de base, aussi par rapport à la discussion de la loi-cadre sur la gestion des eaux et de la manière de financer le service des eaux. De manière générale, toutes les associations professionnelles, notamment la société suisse de l'industrie du gaz et de l'eau (SSIGE), disent qu'il faut absolument, pour garantir un financement durable, ne pas couvrir les frais fixes par des taxes variables. Pour un réseau d'eau, en tout cas 50% des frais liés à ce service sont des frais fixes. Ces frais n'ont absolument aucun lien avec la quantité d'eau distribuée. Si la quantité d'eau diminue, ces frais sont inchangés. Les associations professionnelles et certaines législations cantonales en la matière disent qu'il faut couvrir les frais fixes par des taxes fixes, soit des taxes de base. Effectivement, dans les communes où le prix de l'eau n'est pas élevé, cela pose relativement peu de problèmes. Par contre, dans les communes où le prix de l'eau est élevé, les gens sont tentés de faire des économies d'eau et il faut uniquement économiser sur la taxe de consommation et non pas sur les frais fixes. Par rapport à cela, l'Office de l'environnement propose systématiquement à toutes les communes d'introduire une taxe de base, même si, pour le moment, il n'y a pas la base légale qu'il faudrait. Cette taxe de base devrait couvrir en tout cas 50% des frais.

Monsieur Yann Chappatte estime que le raisonnement de Monsieur Urfer tient totalement la route. Cependant, Monsieur Chappatte y est totalement opposé. Premièrement, c'est juste qu'il y a une grande part de frais fixes. Mais si on fixe une taxe de base, on va contraindre les gens et les inciter à consommer davantage puisque de toute façon, ils paieront certains frais. De plus, si on fixe une taxe de base, si la consommation d'eau baisse drastiquement, on se retrouvera dans la même situation et la taxe de base ne suffira pas. Monsieur Chappatte rappelle que le principe de base cantonal est clair, il s'agit d'un service communal qui doit s'autofinancer. A partir de là, le prix sera fixé en fonction des coûts. Il soutient donc la variante 1 qui lui paraît logique. Avec la variante 2, plus on consomme, moins on paie, c'est un raisonnement écologique qui lui échappe complètement.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale qu'après le développement qui vient d'être fait, il est raisonnable d'avoir des taxes fixes pour les frais fixes et qu'il est ingérable d'adapter à chaque fois les taxes en fonction du nombre de mètres cubes consommés, alors que les frais fixes sont connus. Monsieur Bouille propose donc de soutenir plutôt la variante 2 qui, pour la gestion communale, paraît beaucoup plus claire et facile.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin signale que concernant la variante 2, ce qui le gêne, c'est que les émoluments seront dégressifs, ce qui n'est pas clair. Il propose de faire une tarification par compteur qui ne dépende pas du tout de la consommation d'eau avec une taxe de base fixe identique pour tous.

Monsieur Claude Gagnebin précise que sur les exemples soumis, il a proposé une taxe de base de Fr. 60.00 par logement et Fr. 55.00 pour un deuxième logement, etc. Chaque fois qu'il y a un logement supplémentaire, cette taxe augmente. Si on uniformise cette taxe de base à Fr. 150.00 par compteur, celui qui avait 60 m³ de consommation, va voir sa facture augmenter drastiquement et celui qui avait 60 m³ pour un compteur et qui avait dix appartements, va voir sa facture chuter de manière vertigineuse. Techniquement, c'est une proposition correcte, mais pratiquement, c'est très dangereux. Si on met une taxe de base par compteur pour financer les frais fixes, elle ne sera pas de Fr. 150.00, mais de Fr. 300.00. C'est pour éviter cette surtaxe des petits consommateurs que la Commission a proposé ce tarif dégressif.

Monsieur Daniel Hubleur désire rappeler que sa motion avait pour but de déterminer un coût pour diminuer la consommation d'eau. Lorsqu'il a analysé ces deux variantes, Monsieur Hubleur en est revenu à la variante 1, parce qu'elle lui paraît être beaucoup plus sociale. Si on prend les familles et les petits consommateurs, ils s'y retrouveront mieux dans cette variante-là. La variante

2, avec un tarif dégressif, déplaît énormément à Monsieur Hubleur, parce qu'elle favorise les gros consommateurs, ce qui n'est pas du tout l'optique recherchée à la base. En termes de compromis, Monsieur Hubleur trouve que la variante 1 est plus simple à appliquer et plus sociale. Il la défendra donc.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin demande si ces 60 m³ sont facturés par compteur.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'ils sont facturés par logement. Pour les immeubles Progressia, cela signifie qu'il y a une consommation minimale de 60 m³ par logement qui leur est facturée. De toute façon, comme ils ont une consommation supérieure, il n'y a pas de différence.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin demande si cela fait une différence que les locatifs soient occupés ou non.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'actuellement, ils ont une consommation toujours supérieure à 60 m³ par logement, donc ce n'est pas un problème. Si plusieurs logements étaient inoccupés durant plusieurs mois et que la consommation soit inférieure à 600 m³, à ce moment-là, l'ordinateur calculerait une consommation de 600 m³. Ce cas de figure n'a jamais existé, même s'il y a des différences flagrantes de consommation entre Progressia 1 qui consomme peu et Progressia 3 qui a une consommation qui est presque exponentielle.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin signale qu'il ne fait aucune proposition ferme.

Monsieur Claude Gagnebin reconnaît que la variante 2 a tendance à favoriser les grands consommateurs. En ce qui concerne l'eau, c'est relativement minime. Par contre, concernant l'épuration, c'est plus flagrant puisqu'on a l'eau qui est à Fr. 3.60. Il ne faut toutefois pas oublier une chose, c'est qu'en ce qui concerne les humains, ils peuvent se laver les dents en fermant le robinet pour économiser de l'eau. Pour les grands consommateurs d'eau comme les agriculteurs, les industriels ou les bouchers, ils ont besoin d'une quantité d'eau et ils ne peuvent pas dire à leurs têtes de bétail de boire moins. C'est aussi pour favoriser les artisans que cette variante 2 est intéressante. Le fait qu'ils soient de grands consommateurs d'eau ne nous oblige pas à faire une installation particulière pour leur amenée d'eau. Le prix du mètre de conduite d'eau pour alimenter un immeuble industriel ou une maison d'habitation est identique.

Au vote, la variante 1 est acceptée par 9 voix, contre 8 pour la variante 2.

Monsieur le Président, Francis Sauser, demande si quelqu'un souhaite revenir sur un article.

Monsieur Yann Chappatte signale qu'il faut revenir sur l'article 13 puisqu'on a deux variantes.

Monsieur Yann Chappatte propose simplement la suppression totale de l'article 13 du tarif de l'eau. En effet, on parle de renchérissement et du fait qu'on aimerait indexer des tarifs. Monsieur Chappatte estime que c'est important de se demander quels tarifs on aimerait indexer. Il s'agit de l'émolument de consommation et de l'émolument annuel de base. Or, on vient d'approuver le fait qu'il n'y a pas d'émolument annuel de base. Deuxièmement, l'émolument de consommation est fixé par le budget et ce service doit donc automatiquement s'autofinancer. Il n'y a donc aucune raison qu'il y ait un indice. Le seul élément sur lequel il pourrait y avoir un impact, c'est sur les compteurs, respectivement les 2 m³ par capacité nominale de compteur qu'on devrait indexer. Monsieur Chappatte laisse imaginer le calcul si on indexe de 5% ou de 3% 2 m³ sur le compteur, cela paraît ridiculement faible et il souhaite bon courage à celui qui le facturera. Par souci d'incohérence et de travail, il propose la suppression complète de l'article 13.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il y a tout de même la taxe de base pour les taxes de raccordements qui est fixée entre Fr. 900.00 et Fr. 1'600.00 à l'article 1 qui est concernée par ce renchérissement.

Au vote, la suppression de l'article 13 est refusée par 5 voix, contre 8.

Monsieur Germain Jobin rappelle que, d'après le règlement, une personne peut prendre la parole deux ou trois fois par sujet, alors que certains Conseillers l'ont prise dix fois.

Monsieur le Président, Francis Sauser, signale que chacun peut prendre la parole pour chaque article.

Au vote, le règlement comprenant les modifications apportées ce soir est accepté par 17 voix, sans avis contraire.

8. Discuter et approuver la modification des articles 24, 54 et 58 du règlement communal concernant les eaux usées
--

Pour l'entrée en matière, Monsieur Christophe Cerf rappelle que de plus en plus de monde change son mode de consommation d'eau. C'est la raison pour laquelle, qu'il semble bon au Conseil communal de réactualiser notre règlement des eaux usées. Monsieur Cerf recommande donc l'acceptation de l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Pour le débat de fond, Monsieur Christophe Cerf n'a rien à ajouter.

Monsieur Yann Chappatte désire faire la même proposition que précédemment, soit la suppression, à l'article 54 alinéa b, des valeurs qu'on fixe dans le budget, à savoir « - de Fr. 2.00 à Fr. 5.00 le m³ d'eau potable utilisée. ». Monsieur Chappatte propose de laisser uniquement le fait que c'est fixé dans le cadre du budget. Cela évitera, si on part à la hausse ou à la baisse, de modifier le règlement.

Au vote, la suppression proposée par Monsieur Yann Chappatte est acceptée par 12 voix, contre 1.

Monsieur Daniel Hubleur désire revenir à l'article 25. Il aimerait savoir pourquoi la Commission a laissé le terme « en règle générale ». Monsieur Hubleur estime que c'est le genre de phrase qui l'ennuie, à moins qu'il y ait une raison valable.

Monsieur Jean-Maurice Jobin précise que c'est parce que parfois, il y a des dispositions techniques qui font que l'eau ne peut pas être infiltrée. C'est pour cette raison que le terme « en règle générale » apparaît.

Monsieur Daniel Hubleur estime qu'il devrait alors y avoir des raisons qui l'expliquent. Sinon, cela signifie que quelqu'un pourra dire qu'il n'a pas envie et comme le règlement dit « en règle générale », il prétendra ne pas être dans la règle générale.

Monsieur Jean-Maurice Jobin précise que ce n'est pas l'envie qui fait la différence, mais plutôt les dispositions techniques.

Monsieur Daniel Hubleur demande si c'est possible de revenir sur un article, même s'il n'est pas mentionné à l'ordre du jour.

Monsieur le Président, Francis Sauser estime qu'on ne peut pas modifier un article qui n'est pas à l'ordre du jour. On peut uniquement en discuter.

Monsieur Daniel Hubleur revient sur l'article 51 qui dit que « *En cas d'augmentation de la valeur officielle et de l'assurance incendie, motivée par de nouvelles constructions ou par des transformations, un émolument complémentaire sera exigé pour autant que la plus-value dépasse Fr. 50'000.--. Cet émolument sera exigible en une seule tranche. ...* ». Par hasard, en analysant les règlements d'autres communes, Monsieur Hubleur a trouvé qu'il y avait un article qui était du même genre dans une autre localité où ils ont rajouté ceci : « *la plus-value n'est toutefois pas prise en compte lorsqu'elle résulte de travaux d'isolation du bâtiment non liés à l'augmentation*

de la surface habitable. » Monsieur Hubleur estime que cela éviterait bien des problèmes, lorsque les gens contestent aujourd'hui avoir fait des transformations d'isolation qui n'amènent pas une augmentation en tant que telle du bâtiment. Monsieur Hubleur souhaite que cela soit transmis à la Commission qui pourrait en tenir compte.

Monsieur le Président, Francis Sauser, clôt le débat de fond.

Au vote, la modification des articles 24, 54 et 58 du règlement communal concernant les eaux usées comprenant la suppression de la fourchette de Fr. 2.00 à Fr. 5.00 est acceptée par 16 voix, sans avis contraire.

9. Discuter et approuver le projet d'une « Charte de jumelage » avec la Commune de Charvensod (Val d'Aoste)

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, rappelle que l'exécutif s'est déclaré partant pour un tel jumelage qui, à son avis, ne peut qu'amener un bien culturel dans notre cité. La Commune de Charvensod a demandé l'avis de la Junte du Val d'Aoste concernant ce projet pour approbation. Le Conseil communal ne souhaite pas s'engager dans cette démarche sans l'aval des représentants des citoyens. Si ce projet culturel intéresse les Conseillers généraux, Monsieur Kurz propose l'acceptation de l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Pour le débat de fond, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, propose aux Conseillers d'amener leurs commentaires au sujet de la charte.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que sur le principe, c'est beau quand c'est neuf et que ça ne marche jamais longtemps. Il y a l'enthousiasme du début et cela va s'éteindre dans moins de dix ans. Il pense que cela va embêter tout le monde d'aller jusque là-bas, cela en ira de même pour les Italiens. Monsieur Bouille pense que cela ne sert à rien, que c'est un peu bête de refuser un projet comme celui-ci, mais que cela ne dure jamais. On peut voir les expériences faites dans d'autres communes qui ont installé des panneaux à l'entrée du village pour annoncer un jumelage et où il ne se passe plus rien. Monsieur Bouille trouve stupide de mettre tout cela en place pour un projet qui ne durera pas. Monsieur Bouille n'est pas favorable à un jumelage, non pas parce que le lieu ou les gens le dérangent, il ne les connaît pas du tout, mais parce que le principe ne peut pas fonctionner.

Monsieur Daniel Hubleur tient, au nom du groupe PCSI, à féliciter le Conseil communal pour cette excellente initiative, à encourager toute la population à participer activement à ce genre de collaboration, parce que, n'en déplaise à certains qui sont pessimistes d'entrée, Monsieur Hubleur croit que l'ouverture au monde commence par de petites choses comme celle-ci. Monsieur Hubleur a entendu avec plaisir le Maire dire à la radio qu'on espère que cela s'ouvrira d'abord par des échanges scolaires. Monsieur Hubleur estime qu'il ne faut pas tirer d'entrée sur quelque chose qui ne va peut-être pas toujours fonctionner, mais qui apportera probablement des échanges dans des domaines qu'on ne peut même pas imaginer aujourd'hui. Monsieur Hubleur soutient activement ce projet et félicite encore une fois le Conseil communal de proposer ce genre d'échanges qui ne peut que faire du bien à notre Commune, afin qu'elle s'ouvre sur d'autres.

Monsieur Marcel Barthoulot abonde dans le sens des propos de Monsieur Hubleur. Il souhaite juste revenir sur l'article 7 de la charte qu'il estime trop restrictif. Il est mentionné que « *Les rencontres officielles entre les deux administrations auront lieu au moins une fois par an, à des*

dates à proposer. ». Monsieur Barthoulot trouve cet article trop contraignant et propose donc de le supprimer.

Madame Rose-Marie Jobin pense que si on supprime cet article, cela devient délicat. Cela signifie que les autorités n'ont plus besoin de se rencontrer et elles peuvent attendre dix ans avant de le faire. Elle estime donc qu'il est préférable de garder cet article comme il est.

Madame Isabelle Caroli propose de voter préalablement sur le fait d'accepter ou non l'idée du jumelage.

Monsieur le Président, Francis Sauser, estime qu'il fallait alors refuser l'entrée en matière. Etant donné que l'entrée en matière a été acceptée, il faut discuter de la charte jusqu'au bout. On ne peut pas dire aux gens qu'ils peuvent s'exprimer librement sur les articles et ensuite revenir en arrière.

Monsieur Marcel Barthoulot signale qu'il y a également l'article 9 qui parle de nommer des gens au sein d'une commission qui le dérange. Ce sont les deux seules choses qu'il trouve contraignantes.

Monsieur Daniel Hubleur pense que c'est délicat de modifier un article pareil. Cela signifie qu'il faut prendre contact avec la Commune de Charvensod qui devra également revoter. Monsieur Hubleur estime que cela n'engage pas beaucoup la Commune d'avoir un contact par année.

Au vote, la suppression de l'article 7 de la charte est refusée à une majorité évidente, avec un avis contraire.

Monsieur Yann Chappatte demande si la problématique de la fusion de communes a déjà été abordée avec la Commune de Charvensod. Monsieur Chappatte aimerait savoir si cette commune est dans la même problématique. De plus, il désire savoir si cette commune a déjà un jumelage.

Monsieur Daniel Kurz signale que la Commune de Charvensod n'a encore pas de jumelage pour l'instant. En ce qui concerne les fusions de communes, ce sujet n'a encore jamais été abordé.

Au vote, le point 9 de l'ordre du jour est accepté par 16 voix, sans avis contraire.

10. Discuter et approuver un crédit de Fr. 164'000.00 destiné à l'aménagement d'une conduite d'eau potable pour alimenter le secteur des « Sauces » ainsi que son financement

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur Christophe Cerf rappelle que la conduite d'alimentation des Sauces fait partie des travaux encore à réaliser qui avaient été décidés il y a quelques années. C'est pour cette raison que Monsieur Cerf recommande l'acceptation de l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Pour le débat de fond, Monsieur Christophe Cerf signale que le Conseil communal a décidé de mettre cet ouvrage à exécution, soit l'aménagement d'une conduite d'eau potable pour alimenter le secteur des Sauces pour Fr. 164'000.00, étant donné qu'un jeune couple avec trois enfants va s'y établir cet automne. Aussi, sachant que chaque fois qu'il fait sec ou en hiver quand le sol est gelé, il faut voiturier de l'eau, le Conseil communal recommande d'accepter ce projet.

Monsieur Robert Claude estime que c'est une très bonne initiative et qu'il faut continuer dans cette voie. Cependant, le montant des honoraires d'ingénieurs dérange Monsieur Claude. En effet, il estime que Fr. 14'000.000 pour tirer une conduite d'eau c'est beaucoup trop, surtout quand on voit le boulot qui a été fait au Boéchet, malgré le fait qu'il y ait des ingénieurs et des entreprises,

rien ne se finit. Monsieur Claude demande si on est vraiment obligé de passer par des ingénieurs pour tirer une conduite d'eau.

Monsieur Christophe Cerf signale qu'au niveau de la Commune, on est obligé d'avoir recours à un ingénieur. En effet, nous ne sommes pas à-même de calculer les pentes, c'est un ingénieur qui doit le faire. Au niveau du tarif de Fr. 14'000.00, Monsieur Cerf signale que ce prix est bas par rapport aux prix normalement pratiqués, puisqu'on est à 9.3%. Le prix de l'ingénieur est donc tout à fait correct. On peut demander plusieurs offres, mais on ne parviendra certainement pas à un meilleur prix, puisque l'ingénieur connaît la situation du réseau communal étant donné qu'il y a déjà travaillé. C'est pour cette raison qu'il arrive à un prix inférieur à 10%.

Au vote, le point 10 de l'ordre du jour est accepté par 17 voix, sans avis contraire.

11. Election de 5 membres de la Commission de révision du règlement concernant la subvention de logements pour la Commune des Bois
--

Monsieur le Président, Francis Sauser, signale qu'il a reçu trois propositions. Il s'agit de Monsieur Yann Chappatte, PCSI, Monsieur Jean-Maurice Jobin, Liste libre et Monsieur Louis Humair, PDC. Madame Dominique Boillat représentera le Conseil communal au sein de cette Commission.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale que le groupe PLR n'a trouvé aucun membre désirant intégrer cette Commission.

Monsieur le Président, Francis Sauser, signale que deux solutions sont possibles : soit un autre parti propose une autre personne, soit on vote cette Commission avec quatre membres.

Monsieur Marcel Barthoulot précise que cinq membres doivent être élus dans cette Commission. Il estime donc que le groupe PLR doit trouver un membre. Chaque parti a dû faire des pieds et des mains pour trouver quelqu'un et le PLR doit faire de même.

Madame Isabelle Caroli demande si c'est stipulé quelque part que chaque parti a l'obligation de présenter quelqu'un.

Monsieur le Président, Francis Sauser, signale que ce n'est pas stipulé, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une commission permanente.

Monsieur Daniel Hubleur estime que c'est par principe. C'est dans le cadre de la Commission que ce règlement se discute et le fait qu'il y ait un représentant par parti évite des dérapages au Conseil général, puisqu'il y a un lien direct entre les partis et la Commission.

Monsieur Marcel Barthoulot estime qu'on peut déléguer la tâche de trouver une autre personne au Conseil communal.

Monsieur Francis Sauser, Président, tient à rappeler que c'est une Commission du Conseil général et qu'il ne faut pas déléguer cette tâche au Conseil communal. Il ne faut pas se décharger sur le Conseil communal.

Monsieur Yann Chappatte croit que c'est clair. Lors du dernier Conseil général, il a présenté sa motion et il désire tout de même lire le procès-verbal que les Conseillers généraux viennent d'approuver. Il a été dit ceci : « *Madame Isabelle Caroli estime que, si on crée une Commission, ce serait bien qu'il y ait un membre de chaque parti qui soit dans cette Commission et que ce membre fasse des rapports très complets lors des séances des partis. Cela éviterait aux partis de ne pas être au courant et d'avoir des discussions sur certains détails lors de la présentation du projet. Madame Caroli trouve que cela serait vraiment essentiel. Monsieur Yann Chappatte signale que les remarques faites ont toutes été entendues et seront notifiées dans un protocole, pour autant que sa motion soit acceptée. Il appartiendra aux différents membres de la*

Commission d'être attentifs à cela et de l'intégrer. Quant à la remarque de Madame Caroli, il est évident que la Commission sera créée par le Conseil général et il sera libre de nommer les personnes qui voudront bien y siéger. Il estime que le principe de représentativité a, dans l'essentiel des cas, toujours été appliqué et devra demeurer bien évidemment. » Monsieur Chappatte relève que cela a donc été clairement discuté lors du dernier Conseil général.

Monsieur le Président, Francis Sauser, signale que, dans un premier temps, le Conseil général va voter la nomination des quatre membres proposés pour cette Commission et que le cinquième membre sera proposé par le PLR lors du prochain Conseil général.

Au vote, Messieurs Yann Chappatte, PCSI, Jean-Maurice Jobin, Liste libre, Louis Humair, PDC et Madame Dominique Boillat, Conseil communal sont élus à une majorité évidente.

Résolution de Monsieur Jean-Pierre Bouille

La résolution susmentionnée a été signée par 17 personnes. Elle est donc traitée. Monsieur le Président, Francis Sauser, donne la parole à Monsieur Bouille, afin qu'il la développe.

Monsieur Jean-Pierre Bouille pense que tout le monde connaît la situation. Monsieur Bouille pense que le Conseil général désire appuyer d'une manière ferme ce que le Conseil communal a fait. C'est surtout pour donner un peu d'appui à l'encontre des trois opposants qui continuent à faire des tracasseries à l'entreprise Zürcher Frères S.A., alors que toutes les analyses thermiques, phoniques, etc. ont été faites et répondent aux normes. Bien sûr que celui qui est en face, il savait que c'était une zone mixte. La plupart de ceux qui ont bâti l'ont fait en sachant qu'il y avait une usine. Il faut donc tout de même être en face des réalités et savoir ce qu'on veut. On ne peut pas toujours tout avoir et tout refuser, il faut faire des choix. Monsieur Bouille estime qu'il est de notre devoir de développer cette Commune dans des conditions raisonnables et ce cas est raisonnable et intéressant. C'est pour cette raison que Monsieur Bouille a demandé l'appui du Conseil général et qu'on puisse adresser cette résolution aux opposants en leur demandant qu'ils cessent de tracasser cette entreprise afin qu'elle puisse se développer.

Au vote, la résolution de Monsieur Bouille est acceptée à l'unanimité.

Monsieur le Président, Francis Sauser, souhaite une bonne soirée, une bonne rentrée et d'excellentes vacances à chacun.

La séance est levée à 23h35.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :